

# La quête inachevée de la singularité disciplinaire

## Retour sur l'histoire des premières décennies de la *Revue française de science politique*

Yves Déloye

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2021/5 Vol. 71 , PAGES 847 À 880  
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724636994

DOI 10.3917/rfsp.715.0847

Date de mise en ligne : 05/05/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2021-5-page-847?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

---

# LA QUÊTE INACHEVÉE DE LA SINGULARITÉ DISCIPLINAIRE

---

RETOUR SUR L'HISTOIRE DES PREMIÈRES DÉCENNIES  
DE LA REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

---

Yves Déloye

Avant vocation à couronner « un ensemble récent d'initiatives prises pour donner à la science politique la place qui doit être la sienne en France<sup>1</sup> », le premier numéro de la *Revue française de science politique* est publié en juin 1951. Lancée conjointement par la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) et l'Association française de science politique (AFSP), nées respectivement en 1945 et en 1949, la revue publie en 2021 son 71<sup>e</sup> volume.

Loin de la « frénésie commémorative<sup>2</sup> » qui frappe de nombreuses revues de sciences humaines et sociales depuis les années 1980, la *RFSP* resta durablement discrète sur son histoire au point de valider l'hypothèse d'une « amnésie » distinctive formulée par Loïc Blondiaux<sup>3</sup>. C'est à peine si les 25 premières années de la revue sont saluées en février 1976 par un court texte (moins d'une page<sup>4</sup>) signé par François Goguel, alors président de la FNSP et de l'AFSP, qui souligne surtout le changement de couverture<sup>5</sup> et le fait que les Presses de la FNSP remplacent désormais les PUF comme éditeur et diffuseur de la revue. Le 50<sup>e</sup> anniversaire de la revue sera plus éloquent avec la publication d'un texte de Jean Leca au titre toutefois très prudent : « Les 50 ans de la *RFSP* : une relecture cavalière des débuts<sup>6</sup> ». Texte dans lequel l'auteur, alors président de l'AFSP à son tour, relate l'histoire de la revue en adoptant régulièrement des points de vue personnels issus de sa perception informée des développements de la science politique internationale et de sa connaissance intime du fonctionnement du comité de rédaction de la revue qu'il a rejoint en 1991.

---

1. « Avant-propos », *Revue française de science politique* [plus loin *RFSP*], 1 (1), janvier-juin 1951, p. 5-8, ici p. 5. Ce texte, ainsi que d'autres documents similaires, sont reproduits dans la rubrique « Fragments d'une archive éditoriale » de ce numéro anniversaire.

2. L'expression est empruntée à Vincent Heimendinger, « Genèses en train de se faire : écrire l'histoire d'une revue scientifique », *Zilsel*, 5 (1), 2019, p. 271-314, ici p. 273.

3. Loïc Blondiaux, « Pour une histoire sociale de la science politique », dans Yves Déloye, Bernard Voutat (dir.), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique de la science politique*, Paris, Belin, 2003, p. 46.

4. Ce texte se trouve en tête du numéro 1 du volume 26 de la revue daté de février 1976. François Goguel y salue aussi la mémoire de Jean Meynaud, premier secrétaire général de la revue, disparu en 1972.

5. Dans son histoire, la revue a changé à six reprises de couverture : la première est présente de 1951 à 1953 et sera vite remplacée par une couverture plus sophistiquée en 1954 (et ce jusqu'en 1969), la troisième de 1970 à 1975, la quatrième de 1976 à 1985, la cinquième de 1986 à 2009. L'actuelle couverture « orange » fait son apparition en 2010. Ce changement, qui célèbre à sa manière les 60 ans de la revue, est présenté dans un court éditorial signé par l'actuel directeur de publication.

6. Jean Leca, « Les 50 ans de la *RFSP* : une relecture cavalière des débuts », *RFSP*, 51 (1-2), février-juin 2001, p. 5-17. Ce texte est précédé d'un court chapeau signé par Jean-Luc Parodi, alors directeur du comité de rédaction de la revue.

Associé au souci d'une certaine discrétion, le manque de sources archivistiques explique probablement ce relatif silence sur les origines et sur l'histoire d'une revue scientifique généraliste pourtant au cœur des ambitions de la science politique française après la Seconde Guerre mondiale. On doit, en effet, faire le constat que l'histoire de la *RFSP* est rendue parfois difficile à écrire faute de disposer de traces archivistiques conséquentes relatives tant à son mode de fonctionnement qu'à son modèle économique. Certes, les archives de Sciences Po conservent dans les fonds versés par plusieurs membres du comité de rédaction de la revue (Fonds Jacques Chapsal, Fonds François Goguel, Fonds Jean Touchard) des documents épars sur les premières années de la revue mais l'essentiel de l'activité du comité de rédaction, notamment celle relative au travail d'évaluation des articles, n'a pas fait l'objet d'un archivage complet. Des bribes d'informations complémentaires sont aussi disponibles dans les archives de l'AFSP désormais déposées aux archives de Sciences Po. Pour ces raisons, les sources mobilisées par ce texte seront empruntées principalement à la collection complète de la revue de 1951 à nos jours (disponible sur les portails PERSÉE, CAIRN et JSTOR<sup>1</sup>). Nous utiliserons aussi ponctuellement la série d'entretiens réalisés par les membres du comité de rédaction de *Politix* au milieu des années 1990, retranscrits par Thibaud Boncourt et disponibles sur le site de l'AFSP.

L'histoire des revues scientifiques<sup>2</sup> contribue fortement à la compréhension tant des modalités de fonctionnement des espaces de savoir scientifique qu'à l'intelligence des frontières disciplinaires qui circonscrivent leur territoire. C'est là l'enjeu de ce texte : contribuer à l'histoire de la science politique française en se posant un certain nombre de questions simples : quel rôle a joué la *RFSP* dans la fondation de la science politique française au début des années 1950 ? ; qui en sont les « pères fondateurs » et à quels mondes sociaux appartenaient-ils ? ; comment la revue a-t-elle fait face à une situation paradoxale, celle de promouvoir une « science sans savants » pour reprendre le beau titre de l'article récent de Brigitte Gaiti et Marie Scot<sup>3</sup> ? ; comment s'est-elle adaptée à la progressive (et lente) autonomisation et professionnalisation de la discipline ? ; comment a-t-elle contribué (avec d'autres acteurs collectifs, notamment l'AFSP ou encore l'Association internationale de science politique, AISP) à en circonscrire le territoire scientifique ? ; quel est l'impact des choix éditoriaux faits par la revue à sa naissance sur les fondements épistémologiques et méthodologiques ultérieurs de la discipline ?

Autant de questions qui nécessiteraient beaucoup plus de place que celle autorisée par les contraintes d'un seul article. Nous nous proposons cependant de revenir sur le contexte historique<sup>4</sup> de cette renaissance de la science politique en France<sup>5</sup> à un moment de l'histoire scientifique occidentale où une nouvelle politique de la recherche – promue notamment par

1. L'auteur remercie particulièrement les services de documentation de Sciences Po Bordeaux pour la mise à disposition durable d'une collection imprimée de la revue. Il remercie aussi l'ensemble des membres du comité de rédaction pour les suggestions précieuses faites sur une première version de ce texte.

2. Ainsi, l'étude historique de *L'année sociologique* a largement contribué à notre connaissance de la genèse de la sociologie (en l'occurrence durkheimienne) française. Voir ici, outre les travaux fondateurs de Terry Clark ou de Philippe Besnard (pour partie rassemblés dans *Études durkheimiennes*, Genève, Droz, 2003), l'article récent de Patricia Vannier, « La relance de *L'Année sociologique* (1949-1960) : un pari réussi », *L'année sociologique*, 69 (1), 2019, p. 181-207.

3. Brigitte Gaiti, Marie Scot, « Une science sans savants ? Les paradoxes de l'émergence de la science politique en France entre 1945 et 1968 », *RFSP*, 67 (1), février 2017, p. 13-42.

4. Voir Alain Drouard, « Réflexions sur une chronologie : le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années 1960 », *Revue française de sociologie*, 23 (1), 1982, p. 55-85.

5. Sur l'histoire plus ancienne de la discipline, voir l'ouvrage de Pierre Favre, *Naissances de la science politique en France (1870-1914)*, Paris, Fayard, 1989. Sur un autre possible, voir Yves Déloye, « La construction politique d'une "science électorale" en France sous la III<sup>e</sup> République : facteurs et acteurs d'un métissage politico-scientifique », *Revue internationale de politique comparée*, 19 (3), 2012, p. 37-66.

l'UNESCO et, en France, particulièrement par la FNSP<sup>1</sup> – favorise les sciences sociales et les créations institutionnelles (notamment de nouvelles associations et revues savantes) qui les promeuvent. Pour la science politique, le levier en fut l'AISP, créée en 1949 sous la forme d'une « association étrangère » de droit français et dont le premier siège social sera situé dans les locaux parisiens de la FNSP<sup>2</sup>.

Pour ce faire, nous examinerons dans un premier temps les caractéristiques socioprofessionnelles du cercle des fondateurs de la revue. Nous reviendrons ensuite sur la capacité de la revue à imposer le « singulier » à science politique et à contribuer ainsi (avec parfois quelques hésitations) à circonscrire les frontières d'un espace de savoir propre à une discipline encore largement balbutiante dans les années d'après-guerre. Enfin, nous apprécierons les effets des revendications de scientificité de la revue sur la structuration de la discipline et de ses sous-champs contemporains.

En déroulant ce programme, l'enquête menée entend contribuer à une histoire sociale de la science politique (et de manière plus large des sciences humaines et sociales, SHS) à travers l'étude critique de l'institution particulière qu'est la *RFSP* : loin de la tentation de « célébrer » celle-ci, il s'agit pour nous de mieux appréhender ce que l'histoire d'une revue apporte à la compréhension de la genèse d'une discipline scientifique et aussi ce que l'évolution de celle-ci fait à l'histoire d'une revue. À ce titre, « le choix de l'objet revue [...] permet de déplacer le regard et notamment de considérer les inscriptions disciplinaires ou nationales non pas comme des données mais comme le produit d'une histoire, ce qui ouvre la possibilité de les questionner<sup>3</sup> ». Au-delà du contenu des articles publiés qu'une histoire intellectuelle privilégierait à raison, il s'agit pour nous de regarder du côté des acteurs qui ont fait la revue – et partant la discipline à cette époque fondatrice – et des choix éditoriaux qui ont été les leurs (ce que nous appellerons plus loin le « paratexte » de la revue). Loin de révéler une structuration rapide et offensive de la science politique française, notre enquête permet de rendre compte du pragmatisme des pères fondateurs de la revue, de leur souci matériel de doter la discipline des outils méthodologiques et des références (notamment bibliographiques) qui justifieront ses développements ultérieurs, brefs des bricolages et hésitations qui sont souvent au fondement des connaissances scientifiques.

## Esquisse de morphologie du cercle des pères fondateurs de la revue

Dès sa naissance, le comité de direction de la *RFSP* tient une place importante parce que ses membres, souvent les premiers contributeurs de la revue<sup>4</sup>, seront aussi les premiers lecteurs des articles, notes et recensions bibliographiques publiés à partir de 1951. Ce sont donc eux (le masculin s'impose puisque la première chercheuse à entrer

1. L'ordonnance n° 45-2284 du 9 octobre 1945 qui donne naissance à la FNSP stipule que sa vocation est de « favoriser le progrès et la diffusion en France, dans l'empire et à l'étranger des sciences politiques, économiques et sociales » (article 1).

2. Voir Thibaud Boncourt, *Une histoire de l'Association internationale de science politique, 1949-2009*, Montréal, AISP, 2009 ; et John Coakley, « Évolution dans l'organisation de la science politique : la dimension internationale », *Revue internationale des sciences sociales*, 179, 2004, p. 189-203.

3. V. Heimendinger, « Genèses en train de se faire... », art. cité, p. 276. Voir aussi l'introduction d'Andrew Abbott, dans *Department & Discipline. Chicago Sociology at One Hundred*, Chicago, Chicago University Press, 1999.

4. La plupart des membres du comité de direction publieront régulièrement dans la revue selon la distribution statistique suivante (par ordre décroissant) : J. Meyriat (105), J. Chapsal (103), F. Goguel (78), J. Touchard (37), J. Meynaud (31), J.-J. Chevallier (25), R. Aron (13), M. Duverger (8), A. Siegfried (3) et J. Stoetzel (1). Dès le premier numéro double daté de janvier-juin 1951, plusieurs membres du comité y contribuèrent (A. Siegfried, M. Duverger, J.-C. Chevallier). G. Vedel, qui entra au comité en 1960, y publie aussi un article.

dans ce cercle restreint – Annick Percheron – le fit très tardivement en 1991, soit 40 ans après la création de la *RFSP*<sup>1</sup>) qui définissent et fixent le contenu des pages de la revue. Pour cette raison, mais aussi pour mieux comprendre les différents mondes sociaux qui sont à l'origine de la revue, il a paru nécessaire de se prêter au jeu de la morphologie en proposant quelques rapides données d'identification socioprofessionnelle<sup>2</sup> pour mieux cerner le cercle des pères fondateurs de la *RFSP*. La source principale est ici constituée par les ours successifs des numéros publiés (accessibles en ligne sur le seul site JSTOR). Pour l'identification de certaines données individuelles et des parcours professionnels, il a été fait appel à des informations issues du catalogue des autorités de la Bibliothèque nationale de France et des précieuses indications disponibles sur les frises historiques de l'AFSP et de la FNSP disponibles en ligne. Précisons qu'à ce stade de l'enquête aucune requête ou demande spécifique n'a été volontairement adressée aux intéressés susceptibles de répondre.

Exclusivement masculin et très largement parisien, le comité de direction est à l'origine composé de huit membres : André Siegfried (président), Raymond Aron, Jacques Chapsal, Jean-Jacques Chevallier, Maurice Duverger, François Goguel, Jean Stoetzel et Jean Meynaud<sup>3</sup> (secrétaire général), remplacé à ce poste par Jean Touchard dès 1955. Comme l'indique le tableau 1, ce cercle des pères fondateurs a été durablement en responsabilité éditoriale de la revue. Si on excepte le cas d'André Siegfried (âgé de 76 ans en 1951 et qui décède le 28 mars 1959<sup>4</sup>), la durée moyenne de leur mandat est légèrement supérieure à 22 ans. De fait, la stabilité de ce collectif masculin tient au faible taux de renouvellement des instances de la *RFSP* dans ses 20 premières années. Après la mort d'A. Siegfried, le comité de direction a été ainsi largement maintenu en l'état, seuls Pierre Renouvin<sup>5</sup> et Georges Vedel y faisant leur entrée en 1960<sup>6</sup>. Il fallut attendre l'année 1970 pour que leur poids dans la revue commence à s'estomper. La transformation du « comité de direction » en « comité de rédaction » est alors l'occasion de créer un « conseil scientifique » qui accueille les anciens membres du « comité de direction »<sup>7</sup>. Trois d'entre eux

1. Sa disparition précoce, le 15 mars 1992, priva la revue de son expertise durable.

2. On trouvera en annexe 1 un tableau présentant les principales caractéristiques socioprofessionnelles des premiers membres du « comité de direction » (1951-1969).

3. Ancien élève de l'École libre des sciences politiques (ELSP), Jean Meynaud (1914-1972) fut le premier secrétaire général de la FNSP de 1946 à 1954, date à laquelle il devient titulaire de la première Chaire ordinaire de science politique en Suisse, à Lausanne. Il quitte alors ses fonctions administratives en France dont celle du secrétariat du « comité de direction » de la revue. Il continua à y publier régulièrement (31 publications entre 1952 et 1966). Sur J. Meynaud, voir Roland Ruffieux (dir.), *Jean Meynaud ou l'utopie revisitée*, Lausanne, Université de Lausanne, 1988 ; et Philippe Gottraux, Pierre-Antoine Schorderet, Bernard Voutat, *La science politique suisse à l'épreuve de son histoire*, Lausanne, Lausanne, Réalités sociales, 2000, p.172-173 et p.228 sq. Le Fonds d'archives Jean Touchard (carton 6 SP 57) conserve un courrier de J. Meynaud en date du 9 novembre 1954 dans lequel celui-ci refuse la proposition qui lui est faite de rester au « comité de direction » de la revue.

4. Sous la plume de François Goguel, un court texte évoque la figure d'André Siegfried « qui a présidé le comité de rédaction depuis sa création » dans le numéro de juin 1959. Toutefois, dans son histoire, la *RFSP* ne se constitue pas, à l'inverse d'autres revues (comme *L'année sociologique* ou les *Annales*), comme un lieu de mémoire et sera très économe à l'égard de ce type de notice mémorielle. Outre A. Siegfried, figure incontournable de la science politique française, Jean Touchard (*RFSP*, 21 [4], juillet 1971), Frédéric Bon (*RFSP*, 37 [6], décembre 1987), Aline Coutrot (*RFSP*, 38 [2], avril 1988), Georges Lavau (*RFSP*, 40 [6], décembre 1990) en seront l'objet.

5. Sur sa position singulière au sein du comité, à l'interface entre la Sorbonne et la FNSP, l'histoire et la science politique, on lira l'article que lui consacre Jean-Baptiste Duroselle, « Pierre Renouvin et la science politique », *RFSP*, 25 (3), juin 1975, p. 561-574.

6. On notera que ces deux nouvelles recrues avaient également participé, le 28 avril 1949, à la réunion constitutive de l'AFSP. P. Renouvin sera membre de son premier conseil d'administration la même année. Le Fonds d'archives Jean Touchard (carton 6 SP 57) conserve un courrier de Georges Vedel en date du 25 octobre 1954 dans lequel celui-ci accepte la proposition qui lui est faite d'entrer au « comité de direction » de la revue.

7. Outre ces 7 membres, le conseil scientifique comprend aussi Georges Vedel qui vient de faire son entrée dans le comité de rédaction. Serge Hurtig les rejoint à partir de 1973. La mise en place de ces nouvelles instances

restèrent toutefois présents dans le nouveau « comité de rédaction » (J. Touchard, J. Chapsal et F. Goguel), et ce respectivement jusqu'en 1971 (date du décès de J. Touchard), 1990 (date du décès de J. Chapsal) et 1991<sup>1</sup>. Cette deuxième configuration<sup>2</sup> du comité fut aussi composée de Gérard Adam (qui le quitta dès 1972), Louis Bodin<sup>3</sup>, François Bourricaud, Guy Hermet, Serge Hurtig, Alain Lancelot, Georges Lavau (qui en fut le directeur de 1973 à son décès en 1990), Jean Meyriat et Guy Michelat. À quelques rares exceptions<sup>4</sup>, cette deuxième configuration fut stable jusqu'en juin 1991, date de l'arrivée de Jean-Luc Parodi<sup>5</sup> à la tête d'un « comité de rédaction » profondément renouvelé<sup>6</sup>.

**Tableau 1. Durée de mandat du cercle des fondateurs**

JM	4
AS	9
JT	17
RA	19
JJC	19
MD	19
JS	19
JC	40
FG	41
Moyenne	22 années de mandat au sein du comité de direction (1951-1969), puis comité de rédaction (1970-1991)

Par ordre chronologique de sortie du comité : JM : Jean Meynaud (1954) ; AS : André Siegfried (1959) ; JT : Jean Touchard (1971) ; RA : Raymond Aron (1969) ; JJC : Jean-Jacques Chevallier (1969) ; MD : Maurice Duverger (1969) ; JS : Jean Stoetzel (1969) ; JC : Jacques Chapsal (1990) ; FG : François Goguel (1991).

est complétée par la création d'un secrétariat de rédaction placé sous l'autorité de J. Touchard, secrétaire de la revue. En 1970, il est composé d'Hélène Arnaud, de Louis Bodin et de Marguerite Boucher qui sera remplacée en 1971 par Marc Riglet. Sur les transformations de l'organisation de la revue à l'aube des années 1970, voir le « projet de réorganisation des instances "dirigeantes" de la *RFSP* », en date du 21 février 1969, versé dans le Fonds d'archives Jean Touchard (carton 6 SP 73).

1. Ce qui explique aussi qu'ils soient, tous les deux, les plus gros contributeurs à la revue parmi ses membres fondateurs : 103 contributions par J. Chapsal (1909-1990), 78 pour F. Goguel (1909-1999). Les deux secrétaires de la revue des années 1950 sont également très productifs : J. Meynaud avec 31 contributions, J. Touchard avec 37 (source : index nominatif en ligne sur le site PERSÉE).
2. On trouvera en annexe 2 une présentation des quatre premières configurations du comité de sa création au début des années 1990.
3. Ancien assistant de Jean Touchard qui le recrute en 1956, Louis Bodin apparaît dans l'ours de la revue comme secrétaire de rédaction en 1964 et participe de ce fait, dès cette date, au comité de rédaction qu'il intègre pleinement en 1973.
4. Guy Hermet et Guy Michelat quittent le comité en 1975. Trois entrées sont alors constatées : celles de Jean Charlot (devenu secrétaire général de l'AFSP la même année), de François Platone et d'Alain Rouquié.
5. Celui-ci est entré au comité au moment où il a accédé au secrétariat général de l'AFSP en 1980.
6. Le comité présidé par Jean-Luc Parodi en juin 1991 est ainsi composé : Michel Dobry, Guy Hermet (qui avait quitté une précédente configuration du comité au moment où il prenait la direction du CERI), Jacques Lagroye, Jean Leca, Bernard Manin, Yves Mény (qui le quittera en 1994 pour être remplacé par Pierre Muller), Annick Percheron (qui sera remplacée, après son décès le 15 mars 1992, par Élisabeth Dupoirier qui fait son entrée dans le comité en juin de la même année) et Yves Schemeil. Sur le fonctionnement de ce nouveau comité de rédaction, devenu beaucoup plus collégial, voir le témoignage de Jean Leca, « Jean-Luc Parodi, directeur de la *RFSP*, ou l'autorité souriante », dans Yves Déloye, Alexandre Dezé, Sophie Maurer (dir.), *Institutions, élections et opinions. Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Parodi*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 237-245. Ce comité – à la composition très largement renouvelée – marque aussi une rupture de génération avec une majorité de membres nés après 1936 et les premières entrées de membres issus du baby-boom. Leur moyenne d'âge d'entrée traduit toutefois un vieillissement du comité par rapport à la génération fondatrice (l'âge moyen est désormais de près de 52 ans, soit dix ans de plus qu'en 1951).

À la lecture de ces éléments, un premier constat s'impose : celui du haut niveau d'interconnaissance entre les membres fondateurs de la revue<sup>1</sup>. De fait, ceux-ci se croisent régulièrement – et ce sans surprise – dans les deux instances qui sont à l'origine de la création de la revue : l'AFSP et la FNSP, elles-mêmes très proches à l'époque. Six membres (soit 75 %) du comité fondateur sont aussi membres du conseil d'administration de l'AFSP à l'époque<sup>2</sup> ; plus encore, la totalité d'entre eux a participé à la réunion constitutive de l'AFSP à Paris le 6 novembre 1948 à l'invitation d'A. Siegfried qui va très vite cumuler trois présidences : celle de la FNSP (depuis 1945), celle de l'AFSP (depuis 1949) et celle du « comité de direction » de la RFSP en 1951. Au-delà de cette figure tutélaire et ambivalente<sup>3</sup>, l'articulation forte avec la FNSP est aussi liée au fait que plusieurs membres du comité y occupent des positions institutionnelles centrales : outre le président de la FNSP, la revue bénéficie de l'activité et des ressources<sup>4</sup> de son secrétaire général (en la personne de J. Meynaud, puis de J. Touchard) et de celles du directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris (en la personne de J. Chapsal, également administrateur de la FNSP<sup>5</sup>). Plusieurs membres furent aussi associés au « comité exécutif » de l'AFSP (M. Duverger, J. Meynaud et J. Chapsal qui le présida de 1958 à 1961).

Si la rue Saint-Guillaume y occupe donc une place déterminante (ce d'autant que R. Aron y enseigne depuis 1948 après avoir occupé un poste d'enseignant à l'École nationale d'administration [ENA] et avant de rejoindre l'Université de Paris), le comité de direction fait aussi une place à des universitaires « alliés » en poste dans d'autres établissements d'enseignement supérieur : J.-J. Chevallier, professeur de droit public à la Faculté de droit de Paris, M. Duverger, professeur de droit public, premier directeur de l'IEP de Bordeaux (rattaché à l'université de Bordeaux<sup>6</sup>) et J. Stoetzel, créateur de l'Institut français d'opinion publique (IFOP) en 1938 et titulaire de la chaire de sociologie à Bordeaux<sup>7</sup>. De la sorte, deux pôles

1. Interconnaissance qui n'interdit pas, comme le rappelle Pierre Favre, les querelles de personnes tant entre M. Duverger et G. Vedel qu'entre J. Touchard et R. Aron ou entre J. Chapsal et J. Meynaud qui quitta la Rue Saint-Guillaume sur de vifs désaccords (voir P. Favre, *Naissances...*, op. cit., p. 315).

2. Plusieurs d'entre eux y occupèrent une place centrale : A. Siegfried la préside de 1949 à 1959, J.-J. Chevallier de 1959 à 1967, F. Goguel de 1967 à 1983. De son côté, J. Meynaud en est le secrétaire général de 1949 à 1954, fonction dans laquelle lui succéda J. Touchard (1954-1970).

3. Voir ici dans une littérature riche désormais, P. Favre, *Naissances...*, 4<sup>e</sup> partie. On notera que l'ouvrage commémoratif publié par les Presses de la FNSP en 1977 (*L'œuvre scientifique d'André Siegfried*) n'aborde pas cette dimension de son activité protéiforme. Si François Goguel évoque son action à la rédaction de *L'année politique* (op. cit., p. 39), il ne mentionne pas son rôle au comité de direction de la RFSP. La biographie sommaire proposée à la fin de l'ouvrage (op. cit., p. 125) ne rappelle pas non plus sa contribution à la présidence du « comité de direction » de la revue. Sur le positionnement politique et intellectuel d'André Siegfried, voir Pierre Birnbaum, « La France aux Français ». *Histoire des haines nationales*, Paris, Seuil, 1993, p. 145-186 ; et Carole Reynaud-Paligot, « André Siegfried et la question raciale », *Sociétés & représentations*, 20 (2), 2005, p. 268-285.

4. Et ce conformément à l'engagement de la FNSP qui, selon le compte rendu du Conseil de l'AFSP en date du 13 mars 1951, « prendra en charge la responsabilité financière et matérielle de la revue » (Fonds AFSP, déposé aux archives de Sciences Po, 1 AFSP 4).

5. Cette symbiose avec la FNSP et l'AFSP s'illustre aussi à partir de 1974 dans l'ours de la revue qui fait apparaître une « direction » qui se compose systématiquement du directeur du comité de rédaction (G. Lavau en l'occurrence), du secrétaire général de la FNSP (S. Hurtig) et du secrétaire général de l'AFSP (A. Lancelot, J. Charlot, puis J.-L. Parodi). Voir l'annexe 1 pour un inventaire complet de cette porosité entre les trois institutions. On précisera aussi que le siège social de la revue est dès l'origine (et aujourd'hui encore) sis au 27, rue Saint-Guillaume, à Paris (VII<sup>e</sup>). En 1976, elle quitte le giron éditorial des PUF pour rejoindre celui des Presses de la FNSP en plein développement sous l'impulsion de Jacques Chapsal et de Louis Bodin.

6. Sur la trajectoire académique de celui-ci, voir Bastien François, « Maurice Duverger, la gloire avant l'oubli (en France) », *Revue internationale de politique comparée*, 17 (1), 2010, p. 23-38.

7. Il est ainsi le successeur lointain d'Émile Durkheim qui avait inauguré cette chaire en 1887. Sa nomination en 1945 fait suite au refus de Raymond Aron de rejoindre l'Université de Bordeaux, préférant un poste provisoire

académiques sont particulièrement présents dans les premières décennies de la revue : celui de la FNSP et de l'IEP de Paris et celui de la Sorbonne (qui sera sensiblement renforcé après les mutations à Paris en 1955 de M. Duverger et de J. Stoetzel et l'arrivée au comité, en 1960, de P. Renouvin et de G. Vedel). Un même souci relatif de diversité s'observe aussi dans les affiliations disciplinaires des enseignements et des recherches menées par les membres du comité : le droit (et ses sous-disciplines afférentes comme le droit constitutionnel, l'histoire des idées ou l'étude des institutions politiques) avec J.-J. Chevallier, M. Duverger et bientôt G. Vedel, la sociologie avec R. Aron et J. Stoetzel<sup>1</sup>, la géographie électorale avec A. Siegfried et son disciple en la personne de F. Goguel, l'histoire des relations internationales enfin avec P. Renouvin<sup>2</sup>. En termes de génération, en dehors d'A. Siegfried né en 1875, la grande majorité des membres du comité est née entre 1900 et 1917. La moyenne d'âge à l'entrée au comité est inférieure à 43 ans si on exclut de ce calcul les cas atypiques d'A. Siegfried et de P. Renouvin (respectivement âgés de 76 et de 67 ans lors de leur entrée dans le comité) faisant alors de la *RFSP* une revue de quadragénaires. À leur arrivée au comité, la majorité des membres du comité occupe déjà des positions académiques ou institutionnelles éloquentes (professeur agrégé, directeur d'IEP, haut fonctionnaire au Sénat) au point qu'il est possible de considérer ce cercle comme celui de « notables » qui joueront tous un rôle central dans la structuration de la science politique française après la Seconde Guerre mondiale<sup>3</sup>. Nombre d'entre eux occupent ou occuperont aussi des postes éminents dans la hiérarchie des institutions savantes du pays : Académie française (A. Siegfried depuis 1944), Collège de France (A. Siegfried depuis 1933, R. Aron depuis 1970), Institut de France (Académie des sciences morales et politiques : A. Siegfried depuis 1932, J.-J. Chevallier depuis 1964, R. Aron depuis 1963 et J. Stoetzel depuis 1977)<sup>4</sup>.

## L'affirmation progressive d'un territoire scientifique

L'argement adossée à la FNSP, la *RFSP* est donc la revue d'un milieu scientifique socialement et institutionnellement très localisé et globalement homogène. Cette unité d'action est probablement étroitement liée à la capacité des « institutions à faire surgir et plus, à définir, de la science, des savoirs et des savants<sup>5</sup> ». La lecture de « l'avant-propos » qui ouvre le premier numéro (double) de la revue en 1951 atteste toutefois d'un paradoxe : si les promoteurs de la revue (ici principalement la FNSP et l'AFSP) considèrent comme urgent de lancer une publication disciplinaire, appelée à devenir la revue savante centrale de la science politique française, ils restent à dessein très prudents sur les frontières et les

dans la toute jeune ENA. Sur ces points, voir Johan Heibron, *La sociologie française. Sociogenèse d'une tradition nationale*, Paris, CNRS Éditions, 2020 (1<sup>re</sup> édition américaine en 2015), p. 140 sq.

1. Deux sociologues qui se rejoignent dans leur souci contemporain de distanciation avec l'héritage durkheimien. Voir Loïc Blondiaux, « Comment rompre avec Durkheim ? Jean Stoetzel et la sociologie française de l'après-guerre (1945-1958) », *Revue française de sociologie*, 32 (3), 1991, p. 411-441.

2. Voir Laurence Bardel, *Histoire et relations internationales. Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle et la naissance d'une discipline universitaire*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020.

3. Et pour certains de manière durable si on songe, par exemple, au rôle d'un F. Goguel dans la naissance, au début des années 1970, de l'agrégation de l'enseignement supérieur en science politique. Voir ici Marc Milet, « L'autonomisation d'une discipline : la création de l'agrégation de science politique en 1971 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 4, 2001, p. 95-116. On notera aussi le rôle crucial de J.-J. Chevallier et de M. Duverger dans la naissance du département de science politique de l'université Paris I en 1969.

4. Liste à laquelle il conviendrait d'ajouter le Conseil constitutionnel où F. Goguel siégea de 1971 à 1980, ainsi que G. Vedel de 1980 à 1989.

5. B. Gaiti, M. Scot, « Une science sans savants... », art. cité, p. 14.

objets de cette discipline nouvelle. De manière surprenante à un premier regard, « l'avant-propos » (qui ne possède guère les ambitions des « manifestes » d'autres revues de SHS plus militantes) en reste à des déclarations générales de principe. Il s'agit certes de « faire une place très large aux travaux de recherches, indispensables si l'on veut sortir des banalités superficielles et usées auxquelles certains ramènent parfois l'étude des phénomènes politiques ». Plus encore, « [de donner] une très large attention [...] aux méthodes », et ce car « les procédés d'étude des phénomènes politiques sont encore loin d'être parfaitement au point<sup>1</sup> ». Cette humilité se retrouve lorsqu'il s'agit d'évoquer les éventuelles concurrences, voire oppositions, entre la nouvelle *RFSP* et d'autres revues déjà existantes. Ainsi, la question ancienne du chevauchement entre les objets de la science politique et ceux de la science juridique est-elle esquivée au profit d'une déclaration faite presque de renonciation (voir encadré 1) à l'égard de la *Revue de droit public et de la science politique* née à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle :

« Les objets assignés à la *Revue Française de Science Politique* en montrent assez le rôle et la nécessité : elle ne fait double emploi avec aucune des publications existantes, en particulier l'excellente *Revue de Droit Public et de la Science Politique*, dont l'orientation est plus spécialisée, et qui, sous l'active impulsion de ses dirigeants, est certainement, à l'heure actuelle, l'un des meilleurs instruments de diffusion de la pensée française<sup>2</sup>. »

#### Encadré 1. Droit vs science politique : le temps de l'apaisement ?

Dans son volume de 1951, la *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* rend compte de la création de la *RFSP* et du premier sommaire de la revue. Elle s'engage aussi à dépouiller pour ses lecteurs les prochains numéros de la revue (*RDP*, 57 [3], 1951, p. 611-612). Dans son premier numéro de 1952, sous la plume de Pierre Duclos, futur contributeur de la *RFSP*, la *RDP* publie une recension plus longue du premier volume de la *RFSP* pour souligner que la « chance [qui est] donnée à la synthèse des connaissances par un rapprochement des divers spécialistes est trop dans la ligne des nécessités intellectuelles de notre temps pour que nous n'y applaudissons pas : elle [la *RFSP*] paraît d'un excellent augure pour l'avenir des sciences sociales en France » (*RDP*, 58 [1], 1952, p. 255). Et P. Duclos de conclure sa recension en termes élogieux : « Une variété de points de vue assurant le lecteur d'un intérêt sans cesse renouvelé, une documentation substantielle mais sans pédantisme et souvent statistique ou graphique, une prédilection apparente pour des sujets enracinés dans le concret, une présentation typographique de haute classe, font déjà de la *Revue* une émule appréciable, pour ne pas dire une égale, des revues étrangères de science politique les plus justement réputées. » (*Ibid.*, p. 257)

Rappelons que, fondée en 1894, par Ferdinand Larnaude, dirigée par Gaston Jèze à partir de 1904, la *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (souvent résumée aux seules initiales *RDP*) est au cœur de la formalisation savante et de la diffusion des conceptions de la doctrine publiciste française depuis la III<sup>e</sup> République. La création de la *RDP* doit alors beaucoup à la concurrence qui existe entre la Faculté de droit de Paris et l'École libre des sciences politiques quant au périmètre pédagogique et scientifique respectif des deux institutions<sup>3</sup>.

1. « Avant-propos », art. cité, p. 6.

2. « Avant-propos », art. cité, p. 8.

3. Sur la création de la *RDP*, voir Armel Le Divellec, « La fondation et les débuts de la *Revue du droit public et de la science politique* (1894-1914) », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2, 2011, p. 521-533.

Comme on le verra plus loin, cette prudence fondatrice n'interdit pas au comité de direction de la revue de proposer à son lectorat un « cadre de travail » (*sic*) qui contribue à affirmer progressivement les prétentions à l'autonomie de la science politique française. Ainsi, lors de sa première décennie, la *RFSP* va régulièrement publier des informations relatives aux lieux de production universitaire de la discipline (en s'intéressant, par exemple, à deux reprises aux activités pédagogiques et scientifiques des IEP de l'époque ou en proposant des incursions dans d'autres configurations disciplinaires nationales comme l'Italie ou le Canada ou encore la Belgique). Il s'agit aussi d'inventorier les espaces de diffusion (activités scientifiques de l'AISP et de l'AFSP, revues étrangères, collections bibliographiques<sup>1</sup>...) qui aideront le lectorat à s'identifier à un projet scientifique en cours d'élaboration. Le tableau 2 reproduit ci-dessous fait l'inventaire de ces informations ou annonces<sup>2</sup> disciplinaires dont la publication s'estompe aux débuts des années 1960<sup>3</sup>. L'utilité immédiate de ces informations doit être recherchée dans la volonté de construire – de manière très pragmatique et parfois urgente – un corpus de ressources documentaires et bibliographiques, d'expériences pédagogiques, de pistes d'enquête scientifique, de matériaux de recherche qui aideront, par sédimentation en quelque sorte, à fabriquer une discipline aux contours encore très flous et fluctuants.

### Le contournement de l'objet ou la stratégie du paratexte

Faute de pouvoir s'engager dans une démarche programmatique forte, les premiers numéros de la *RFSP* révèlent une stratégie précautionneuse qui occulte de fait la question épineuse de la définition de l'objet (ou des objets) de la science politique. Si elle entend contribuer à l'affirmation d'une discipline au singulier (qui la distinguera progressivement des études politiques qui s'enseignent alors dans les rares cursus proposés par les IEP), la revue peine cependant à établir avec rigueur et détermination une identité disciplinaire encore fragile et peut-être improbable<sup>4</sup>. On sait, grâce aux réflexions anciennes de Pierre Favre<sup>5</sup>, combien la

1. Aux informations disciplinaires, il convient d'ajouter la contribution de la rubrique consacrée aux notes bibliographiques (non recensées dans le tableau 2) qui permit à la revue, dès son premier numéro, de recenser les ressources documentaires nécessaires pour enseigner une discipline naissante (une rubrique spécifique y est dédiée à partir de 1953 sous le titre : « Généralités, méthodologie et enseignement »). Une attention particulière y sera accordée aux manuels universitaires dont le marché est alors en pleine expansion. Voir, par exemple, ici les notes bibliographiques rédigées, notamment par J. Chapsal, J. Meyriat et J. Touchard, et consacrées aux « nouveaux manuels de la licence de droit », à la suite de la réforme de cette dernière engagée par le décret du 27 mars 1954 (« Les nouveaux manuels de la licence de droit », *RFSP*, respectivement 6 [1], janvier 1956, p. 163-167 ; 6 [2], avril 1956, p. 413-417 et 7 [1], janvier 1957, p. 165-171). Sur l'importance de cette réforme et ses effets sur les frontières de la science politique naissante, voir Cédric Moreau de Bellaing, « Un bon juriste est un juriste qui ne s'arrête pas au droit : controverse autour de la réforme de la licence de droit de mars 1954 », *Droit et société*, 83 (1), 2013, p. 83-97.

2. La revue prend également le soin de publier sous forme d'annonces des informations relatives à la *Documentation politique internationale* lancée par l'AISP en 1951 ou encore au *Bulletin analytique* proposé par le CNRS (ce à partir de l'année 1954).

3. Disparition confirmée par le comptage des articles publiés dans la revue entre 1951 et 1970 (voir annexe 5). On notera que cette disparition progressive est contemporaine du lancement par la FNSP de son recensement des « travaux inédits de science politique ». Engagé en 1960, ce recensement donna d'abord naissance à une « liste ronéographiée de ces travaux classés par sujet » (pour reprendre ici les termes de l'annonce que publie la revue dans son numéro de décembre 1962). La revue en rendit compte sous la plume de J. Touchard dans son numéro d'avril 1964. Face à l'intérêt et au succès de cette initiative, la revue publia annuellement de 1965 à 1991 une dense rubrique de « Travaux inédits de science politique » dont J. Meyriat fut longtemps le responsable, notamment assisté de Daniel Saltet. Cette rubrique fut ultérieurement animée par Nadine Dada en tant que responsable du pôle science politique de la bibliothèque de la FNSP.

4. B. Gaiti, M. Scot, « Une science sans savants... », art. cité.

5. Voir ici notamment les textes disponibles dans Pierre Favre, Olivier Fillieule, Fabien Jobard (dir.), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007 qui reproduit notamment le texte de

**Tableau 2. Liste des informations disciplinaires publiées entre 1951 et 1963**

1951	1952	1953	1954	1956
« Les nouvelles associations de science politique » 1 (1-2)	« Les Instituts d'études politiques en France » 2 (1)	« Table ronde de l'AFSP sur la méthodologie de l'étude des partis politiques et des élections » 3 (1)	« L'enseignement de la science politique au Canada », par Crawford B. Macpherson 4 (2)	« Bibliographie et science politique », par J. Meyriat 6 (2)
« Les grandes revues de science politique » 1 (1-2)	« Les collections françaises d'ouvrages de sciences politiques » 2 (1)	« Le Congrès de science politique de Birmingham », par Marcel Merle 3 (2)	« Les tendances mondiales de la recherche en science politique », par C. B. Macpherson 4 (3)	« Cycle supérieur d'études politiques », par J. Touchard 6 (3)
« Les facultés de sciences politiques et sociales en Italie » 1 (4)	« La science politique contemporaine », par Jacques Donnedieu de Vabres 2 (2)	« Activités de l'AFSP » 3 (4)	« Bibliographie internationale de science politique », par J. Meynaud et J. Meyriat 4 (4)	
« Les revues de science politique en Europe » 1 (4)	« Nouvelles de la science politique » 2 (2)			
1957	1958	1959	1962	1963
« Enseignement et recherche dans les IEP » 7 (1)	« Nouveaux périodiques de science politique » 8 (3)	« En mémoire à André Siegfried », par F. Goguel 9 (2)	« La science politique en Belgique : le Centre de recherche et d'information socio-politiques [CRISP] », par J. Meynaud 12 (2)	« Liste des thèses soutenues pour l'obtention du doctorat de recherches, mention Études politiques » 13 (4)
« Tendances de la science politique aux États-Unis », par Stanley Hoffmann 7 (4)	« Informations sur le 4 <sup>e</sup> Congrès de l'AIISP (Rome, 1958). Discours du Président J. K. Pollock » 8 (4)		« Le colloque de Lyon consacré à la région », par Jean Labasse 12 (4)	

Lecture : le volume et le numéro sont précisés après le titre de l'information disciplinaire.

Source : dépouillement de la *RFSP* de 1951 à 1963.

1980 consacré par l'auteur à ce thème. Voir aussi du même auteur les deux articles qu'il publie dans la revue en 1983 : Pierre Favre, « La constitution d'une science politique, le déplacement de ses objets et "l'irruption de l'histoire réelle" : première partie », *RFSP*, 33 (2), avril 1983, p. 181-219. La revue publia la deuxième partie de l'article dans le numéro suivant : P. Favre, 33 (3), juin 1983, p. 365-402. Ces deux articles préfigurent tant l'ouvrage de 1989 déjà cité que le chapitre que l'auteur rédigea pour le tome 1 du *Traité de science politique* dirigé par Jean Leca et Madeleine Grawitz (PUF, 1985, p. 3-45).

question de « l'objet de la science politique » se posera de manière récurrente pour cette discipline. Si nombre de disciplines (notamment dans les matières dites « naturelles ») ne se posent guère la question<sup>1</sup>, cette interrogation a suscité en science politique de très nombreuses tentatives de résolution. Elle a donné naissance à une activité définitionnelle que l'on peut juger vaine « tant en ce domaine chacun semble retisser sans cesse la tapisserie de Pénélope, tant l'obstination des plus grands auteurs semble avoir échoué à faire progresser réellement le débat<sup>2</sup> ».

Les premiers numéros de la *RFSP* contrastent sensiblement avec cette « obstination » disciplinaire : non seulement, comme nous l'avons évoqué plus haut, « l'avant-propos » qui ouvre sa première livraison en 1951 occulte ce questionnement mais celui-ci restera longtemps marginal et implicite. Certes, plusieurs membres du « comité de direction » y apporteront des réponses individuelles (parfois difficiles à concilier entre elles) en dehors de la revue<sup>3</sup> ; d'autres auteurs y publieront eux quelques tentatives parfois dubitatives<sup>4</sup>, toutes aujourd'hui largement oubliées (voir encadré 2) ; mais dans l'ensemble, la question ne semble guère intéresser la revue. Comme si les membres du « cercle des fondateurs » partageaient implicitement une conviction que P. Favre fera sienne au début des années 1980 : la question de l'objet (ou des objets) de la discipline est moins une question théorique qu'un problème de repérage empirique auquel la revue tentera de manière très concrète, voire matérielle, de répondre. D'où l'importance accordée dans cette enquête au paratexte scientifique de la revue, c'est-à-dire à l'ensemble des indications génériques, des dispositifs de classement et de taxinomie, de recensement (bibliographique mais pas seulement<sup>5</sup>), de constitution d'un corpus de références qui construisent une configuration disciplinaire nouvelle. Un ensemble de traces imprimées qui dessinent en filigrane le dedans et le dehors d'un territoire scientifique en cours d'élaboration. À bien des égards, ce sont ces éléments fonctionnels, souvent occultés par une histoire intellectuelle par trop saisie par le contenu des textes qu'elle sanctuarise, qui en commandent la lecture. Et offrent aujourd'hui une clé de compréhension précieuse pour saisir la stratégie auctoriale des fondateurs de la *RFSP* : celle d'être le « lieu privilégié d'une pragmatique et d'une stratégie, d'une action sur le public au service d'un meilleur accueil du texte et d'une lecture plus pertinente – plus pertinente s'entend aux yeux de l'auteur et de ses alliés<sup>6</sup> ».

1. Pierre Favre, « La question de l'objet de la science politique a-t-elle un sens ? », dans P. Favre *et al.*, *L'atelier...*, *op. cit.*, p. 19-20.

2. *Ibid.*, p. 17.

3. Sans souci d'exhaustivité, citons ici Raymond Aron dans son rapport à l'UNESCO en 1949 (« La science politique en France », dans *La science politique contemporaine. Contribution à la recherche, la méthode et l'enseignement*, Paris, Unesco, 1950, p. 52-68) ou encore Jean-Jacques Chevallier et Maurice Duverger dans le numéro que la *Revue de l'enseignement supérieur* consacre en 1965 à « la science politique ».

4. À l'instar des deux notes à tonalité bibliographique que le juriste Pierre Duclos consacre à cette thématique dans la revue, respectivement en 1954 (« Grandeurs, faiblesses, aspirations de la "Political Science" », *RFSP*, 4 (1), janvier 1954, p. 156-184) et en 1960 (« Le paradoxe du "Political Scientist" », *RFSP*, 10 (1), janvier 1960, p. 114-129). Du même auteur, voir aussi « L'introuvable science politique », dans *Recueil Dalloz*, 17 novembre 1949, p. 167-174.

5. Il conviendrait notamment ici d'être attentif aux rubriques destinées à présenter les « matériaux » susceptibles de nourrir des recherches en science politique. Citons, à titre d'exemple, la rubrique consacrée aux « enquêtes politiques effectuées par l'IFOP et la SOFRES » que publie la *RFSP* à partir de 1971 sous la plume de Marie-Thérèse Lancelot (*RFSP*, 21 [3], juin 1971, p. 721-732 pour la première édition). Cette rubrique sera publiée jusqu'en 1974. Cette même année, Monica Charlot propose une courte note intitulée « La fausse défaite des sondages britanniques » (*RFSP*, 24 [3], juin 1974, p. 683-685).

6. Pour reprendre la formulation classique de Gérard Genette, *Seuils*, Paris, Seuil, 1987, p. 8. Inspirée librement du néologisme forgé par le théoricien de la littérature, il s'agit ici de prêter une attention privilégiée à l'ensemble des éléments, qui – à côté du texte des articles scientifiques (ou à prétention scientifique) publiés par la revue – contribue à faire exister

## Encadré 2. L'usage faible d'une définition disciplinaire

Si les premières décennies de la revue attestent d'une démarche prudente quant à la définition du périmètre scientifique de la science politique en France, on peut toutefois identifier plusieurs tentatives (souvent sans postérité) visant à en circonscrire les frontières ou tout au moins à préciser les interactions possibles, voire souhaitables, entre cette discipline naissante et d'autres disciplines plus abouties. Plusieurs articles publiés dans les premiers volumes de la revue permettent de rendre compte de cette activité de positionnement qui peine toutefois à convaincre pleinement de ses effets sur la structuration future de la discipline. C'est notamment le cas des deux articles publiés en 1951 par Robert-Édouard Charlier, professeur à la Faculté de droit de Paris qui esquisse, sur le mode métaphorique, un rapprochement délicat entre la science politique et la biologie : « La science politique, écrit-il, est une biologie. L'adaptation des organes à leurs fonctions est son problème capital » (« Les contradictions internes des groupements. 1<sup>re</sup> partie. L'équivoque de l'association », *RFSP*, 1 (3), juillet 1951, p. 311-325, ici p. 311). Et l'auteur de conclure son texte par une formulation qui semble aujourd'hui à la limite de la compréhension : « Aussi, la science politique, qui n'est le plus souvent témoin que de leur [les partis ou autres types de groupement] entre-obstruction et des paralysies et destructions qui en sont résultées, l'est tout de même parfois de leurs tentations de construction. On peut espérer que son rôle n'est pas seulement de leur en donner acte, mais d'aider, de ses observations raisonnées, à leur guérison par l'esprit » (« Les contradictions internes des groupements. 2<sup>e</sup> partie. Du syndicat au parti », *RFSP*, 1 (4), octobre 1951, p. 465-480, ici p. 480). Plus classiques sont les articles rédigés par François Bourricaud (qui entre dans le comité de rédaction en 1970) à propos des relations entre « science politique et sociologie » (« Science politique et sociologie : réflexions d'un sociologue », *RFSP*, 8 (2), juin 1958, p. 249-276) ou encore par Maurice Le Hanou sur les liens entre science politique et géographie (« La géographie est-elle une science politique ? », *RFSP*, 11 (4), décembre 1961, p. 809-818). Le même numéro publie le texte de l'allocution de Michel Debré à la séance d'ouverture du V<sup>e</sup> Congrès de l'AFSP à Paris en septembre 1961. Texte dans lequel, le Premier Ministre de l'époque (contributeur régulier de la revue où il publiera à six reprises entre 1955 et 1978) déclare que « la politique est un art, la politique est une science, la politique est aussi une morale. L'art et la science ne valent rien, si l'une et l'autre ne sont pas guidées par un principe supérieur » (Michel Debré, « Science politique et action politique », *RFSP*, 11 (4), décembre 1961, p. 801-808, ici p. 807)<sup>1</sup>.

une discipline qui n'existe pas encore. Bref, à occuper (face à d'autres revues à tonalité juridique ou sociologique notamment) un espace de savoir disciplinaire dont le bornage nécessite encore d'identifier des matériaux de recherche, de construire des traditions d'analyse, de tester des méthodologies et de promouvoir des supports de diffusion bibliographique. Cette histoire matérielle de la revue (que l'on doit distinguer de son histoire intellectuelle, vouée à l'étude exclusive de son contenu textuel) oblige à penser les fondations et les conventions sociales (et indissociablement politiques) des connaissances savantes et, à ce titre, à ne pas isoler le travail collégial de la *RFSP* d'autres activités éditoriales convergentes. Là encore, la FNSP (en lien souvent étroit avec l'AFSP et l'AFSP) multipliera les initiatives afin de saturer un espace de savoir dont elle s'estime en responsabilité du fait de l'article 1 de ses statuts fondateurs. À ce titre, la FNSP va notamment dès 1948 lancer la collection des *Cahiers de la Fondation* qui sont très vite devenus « une véritable Bibliothèque de sciences politiques où paraissent des œuvres de caractère et d'importance très variée » et dont la revue fera dès ses premiers numéros une publicité pérenne (ce notamment en 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> de couverture). À cette première collection, il conviendrait d'ajouter celle des livres de *Sciences politiques*, publiée par Armand Colin sous le patronage de la FNSP, qui éditera notamment le livre de Jean-Jacques Chevallier sur *Les grandes œuvres politiques* (1949) et celui, plus classique encore, de Maurice Duverger sur *Les partis politiques* (1951). Sur ces collections, voir le bilan provisoire qu'en donne à dessein la revue en 1952 sous le titre « Les collections françaises d'ouvrages de sciences politiques » (*RFSP*, 2 (1), avril 1952, p. 205-208). L'histoire de la science politique gagnerait fortement à consacrer des enquêtes spécifiques à ces entreprises éditoriales qui contribuèrent grandement à la définition et à la naturalisation des frontières disciplinaires au sein des SHS dans l'immédiat après Seconde Guerre mondiale.

1. La publication de ces tentatives de définition, souvent normatives, du périmètre et de l'horizon de la discipline s'estompe au début des années 1960. Une exception toutefois avec la publication en 1965 de l'article de Paul-

L'analyse de ces éléments de paratexte, au moins autant que celle des articles de la revue, confirme que la *RFSP* entend être une revue généraliste à part dans le paysage éditorial de son époque. C'est probablement moins au départ dans le choix des articles et des notes de recherche que dans ces éléments et dispositifs paratextuels (informations et annonces disciplinaires, bilans de travaux, chroniques bibliographiques, présentations de sources, rubriques thématiques régulières, publicités d'ouvrage, sommaires d'autres publications périodiques...) qu'il convient, selon nous, de chercher son originalité et, plus encore, sa capacité d'influence sur une discipline naissant avec elle. C'est la raison pour laquelle, plus que pour d'autres revues, son comité de rédaction va multiplier les initiatives éditoriales visant à *rendre présent* un corpus disciplinaire au départ très fragile et à faire ainsi progressivement de la revue un espace de sélection et de circulation des contenus scientifiques et bibliographiques indispensables pour faire de la science politique une discipline scientifique autonome. Au travers de ces rubriques paratextuelles, le comité entend insensiblement orienter la lecture de la revue, en déterminer le genre disciplinaire, sceller en quelque sorte un « pacte » de réception avec son public<sup>1</sup>. Plus qu'un objet ou une série d'objets, il s'agit là de produire des effets de communalisation, à savoir d'appartenance subjective à une communauté savante.

### Une bibliomanie disciplinaire

Représentant souvent plus du tiers du contenu de la revue, les notes bibliographiques contribuent à faire de celle-ci un instrument de travail indispensable pour ceux et celles qui entendent faire de la science politique leur profession<sup>2</sup>. Dès son premier numéro, le comité envisage de publier des « notes bibliographiques, une liste des ouvrages parvenus au Secrétariat de rédaction de la Revue [qui] compléteront, dans chaque numéro, de grandes chroniques de ce genre, pour donner un vaste panorama de la production contemporaine de la science politique, en France et à l'étranger<sup>3</sup> ». Quel bilan tirer de cette déclaration d'intention liminaire ? La publication en 1972 d'un *Index vicennal* – préparé par J. Meyriat et Dominique Sainteville – permet d'apporter une première réponse quantitative. De 1951 à 1970, la *RFSP* publia 930 recensions bibliographiques<sup>4</sup>, soit une moyenne annuelle de près de 47 livres. Moyenne en partie trompeuse si on rappelle que cette activité débuta de manière modeste dans les premières livraisons de la revue (on compte alors moins d'une dizaine de recensions par numéro, parfois moins encore) pour gagner en intensité dès le milieu des années 1950

Marie Gaudemet sur « L'apport de la science financière à la science politique », *RFSP*, 15 (4), août 1965, p. 629-644.

1. Dès le premier numéro en 1951, et à diverses reprises lors des livraisons suivantes, le comité de rédaction interpelle son lectorat en le priant de « faire connaître observations, critiques et propositions que [lui] suggèrent le cadre de travail présenté » par la revue. Pacte qui au cœur d'un « dialogue [qui fait] les Revues vivantes » pour reprendre les derniers mots de l'avant-propos (« Avant-propos », art. cité, p. 8). Dans le même état d'esprit, Jean Meynaud et Jean Meyriat concluent en ces termes la présentation de la première rubrique consacrée aux informations bibliographiques : « Les auteurs recevront et étudieront très volontiers toutes suggestions pour l'amélioration et le développement de cette rubrique » (*RFSP*, 3 [1], janvier 1953, p. 202).

2. La lecture des entretiens réalisés au milieu des années 1990 atteste du rôle de la revue dans ce processus de professionnalisation. Voir, à titre d'exemple celui réalisé par Loïc Blondiaux et Yves Déloye avec Guy Michelat, un temps membre du comité de rédaction. Le sociologue considère aussi le choix de publier dans la *RFSP* comme quelque chose de « naturel ».

3. *Ibid.* Dès son deuxième numéro, la politique des recensions bibliographiques se structure autour de plusieurs rubriques : « Chroniques bibliographiques » (qui accueillent des recensions relativement longues), « Notices bibliographiques », « Liste des ouvrages reçus », « Les grandes revues de science politique » (classées par pays).

4. Ce chiffre ne tient pas compte des ouvrages commentés dans le cadre des « états des travaux » que la revue publie à partir de 1955 et sur lesquels nous reviendrons plus loin.

quand la *RFSP* consacre alors plus de 90 pages (sur 250 en moyenne) à cette contribution. Dès 1953, les notes et informations<sup>1</sup> bibliographiques font l'objet d'un classement qui perdura longtemps. La revue distingue les rubriques suivantes qui aident à comprendre la topographie de la discipline naissante dans l'esprit de ses pères fondateurs :

Pour les notes bibliographiques : La pensée politique, Institutions politiques, Partis, groupe et opinion publique, Relations internationales, Études nationales et régionales.

Pour les informations bibliographiques : Généralités, méthodologie et enseignement, La pensée politique, les cadres économiques et sociaux, Institutions politiques, Partis, groupes et opinion publique, Relations internationales, Études nationales et régionales<sup>2</sup>.

Cette politique bibliographique doit beaucoup à deux hommes qui joueront aussi un rôle central dans le développement des services documentaires de la FNSP et la promotion des sciences de l'information et de la communication (SIC) appliquées aux SHS : J. Meynaud<sup>3</sup> et, plus durablement encore, J. Meyriat<sup>4</sup> qui prendra très vite la responsabilité éditoriale des principales rubriques bibliographiques proposées par la revue<sup>5</sup>. Cet engagement dans une forme de « bibliomanie », pour reprendre la belle expression de Gustave Flaubert, est toutefois largement partagé par les membres d'un cercle élargi de contributeurs qui rédigeront à eux seuls plus de la moitié des recensions publiées entre 1951 et 1970 (voir tableau 3). De leur côté, les membres du comité de rédaction rédigent à eux seuls plus de 20 % des recensions bibliographiques de cette période.

Cet effet de concentration se retrouve en partie du côté des auteurs recensés. Le tableau 4 en propose un premier recensement en ne retenant que les auteurs (là encore que des hommes) dont les travaux et publications ont été recensés au moins trois fois dans les vingt premiers volumes de la *RFSP*.

1. Les premières « informations bibliographiques » sont publiées dans le numéro de juillet-septembre 1952. Établies dès l'année suivante par J. Meynaud et J. Meyriat, ces informations se contentent parfois de donner les références bibliographiques des ouvrages recensés en indiquant celles d'entre elles qui seront l'objet d'une recension plus consistante dans un volume ultérieur de la revue.

2. Ce découpage reproduit pour l'essentiel celui proposé par l'AISP au moment du lancement, en 1951, de sa *Bibliographie internationale de science politique*. Publication largement inspirée par les réflexions de Jean Meynaud et de Jean Meyriat, et dont Serge Hurtig, autre membre du comité de rédaction de la revue, est le rédacteur en chef en 1963. Voir ici AISP, *Hommages à Serge Hurtig. L'AISP et Serge Hurtig, 1952-2012. Les 60 premières années*, Montréal, IPSA, 2012.

3. Comme secrétaire général de la FNSP, poste qu'il occupe de 1946 à 1954, il créera – à côté de la bibliothèque de la rue Saint-Guillaume héritée de l'ELSP – un Centre de documentation qui devint très vite un véritable dispositif de veille scientifique permettant de donner à la science politique française les bases documentaires et bibliographiques nécessaires à son développement. Voir ici la notice biographique rédigée par Marie Scot pour la frise historique de la FNSP ([www.sciencespo.fr/stories/#!/fr/portrait/66/jean-meynaud/](http://www.sciencespo.fr/stories/#!/fr/portrait/66/jean-meynaud/)).

4. Voir Vivianne Couzinet, Jean-Michel Rauzier (dir.), *Jean Meyriat, théoricien et praticien de l'information documentation*, Paris, ADBS Éditions, 2001.

5. Très vite secondé par Jean Touchard et, à la suite de la disparition de celui-ci, par Serge Hurtig lui-même, assisté alors d'Hélène Arnaud.

**Tableau 3. Liste des auteurs et autrices des recensions bibliographiques (1951-1970)**

Prénom Nom	Institution académique d'appartenance	Nombre de notes rédigées
Robert Derathé	Faculté des lettres de Nancy	10
André Mathiot	Faculté de droit de Paris	10
Georges Vedel	Faculté de droit de Paris, membre du comité	10
Georges Fischer	CNRS (CERI)	12
Serge Hurtig*	IEP de Paris, membre du comité	13
Jean Meynaud*	IEP de Paris, UNIL, membre du comité	14
Jean-Jacques Chevallier	Faculté de droit de Paris, membre du comité	15
Pierre Gerbet*	FNSP (CERI)	16
Georges Dupeux	CNRS, Université de Bordeaux	18
Jacques Chapsal	IEP de Paris, membre du comité	18
Raoul Girardet*	IEP de Paris	18
Pierre Duclos	Faculté de droit de Paris	19
Jean Meyriat*	IEP de Paris, membre du comité	19
Jean Boulouis	Faculté de droit de Paris	20
René Rémond	IEP de Paris, Université de Paris	20
Hélène Carrère d'Encausse*	FNSP (CERI)	22
Stanley Hoffmann*	IEP de Paris, Université de Stanford	27
François Goguel	IEP de Paris, membre du comité	28
Stuart R. Schram	FNSP (CERI)	29
Jean Touchard	IEP de Paris, membre du comité	29
Jean-Baptiste Duroselle*	Faculté des lettres de Paris, membre du comité	30
Marcel Merle	IEP de Bordeaux	37
Alfred Grosser*	IEP de Paris	41
Pierre Hassner	FNSP (CERI)	41

Lecture : le signe \* indique les auteurs de recensions qui seront aussi à l'origine d'« état des travaux » bibliographiques qui ne sont pas pris en compte ici.

Source : *Index vicennal 1951-1970* de la RFSP (publié en 1972), ici p. 35-54.

**Tableau 4. Liste des auteurs les plus recensés (1951-1970)**

Auteur recensé	Nombre de recensions	Auteur recensé	Nombre de recensions	Auteur recensé	Nombre de recensions
Raymond Aron*	13	<b>Henry W. Ehrmann</b>	03	Marcel Merle	03
AFSP	03	Jacques Ellul	03	Jean Meynaud*	20
Louis					
Althusser	04	Jacques Fauvet	06	Vincent Monteil	03
<b>Sidney D. Bailey</b>	03	<b>Herman Finer</b>	03	Emmanuel Mounier	03
Georges Balandier	05	Georges Fischer	03	<b>H. G. Nicholas</b>	04
<b>Samuel H. Beer</b>	03	François Goguel*	06	<b>Kwame Nkrumah</b>	04
Jacques Berque	04	Bernard Gournay	05	<b>Robert E. Osgood</b>	03
Raymond Boudon	03	Alfred Grosser	05	Roger Pinto	05
<b>Zbigniew Brzezinski</b>	04	Georges Haupt	03	Marcel Prélot	04
Georges Burdeau	07	<b>Stanley Hoffmann</b>	05	René Rémond	07
<b>David E. Butler</b>	05	Jean-Marcel Jeanneney	03	<b>William A. Robson</b>	04
Jean Chesneaux	03	<b>Ivor Jennings</b>	03	Pierre Rondot	03
Club Jean Moulin	04	Jacques Kayser	03	Alfred Sauvy	03
Michel Debré	05	<b>Paul Lazarsfeld</b>	03	<b>Stuart R. Schram</b>	03
<b>Karl Deutsch</b>	03	Henri Lefèbvre	03	André Siegfried*	04
<b>Isaac Deutscher</b>	05	Jean Lhomme	03	<b>Arnold J. Toynbee</b>	03
Jacques Droz	03	<b>Seymour M. Lipset</b>	03	Georges Vedel*	03
René Dumont	04	<b>Karl Loewenstein</b>	03	<b>Richard Wright</b>	03
Jean-Baptiste Duroselle	05	André Marchal	04	<b>Gilbert Ziebura</b>	04
Maurice Duverger*	11	<b>Herbert Marcuse</b>	03		

Lecture : le signe \* indique les auteurs membres du comité de rédaction de la revue. Seuls les auteurs recensés au moins trois fois entre 1951 et 1970 sont ici pris en compte (soit près de 27 % du corpus total d'ouvrages recensés dans cette période, n = 253). En gras, les auteurs étrangers recensés.

Source : *Index vicennal 1951-1970* de la *RFSP* (publié en 1972), ici p. 89-126.

On notera tout d'abord que certains membres du comité de rédaction font l'objet d'une attention bibliographique régulière. Ainsi, J. Meynaud bénéficie de 20 recensions tandis que R. Aron en comptabilise 13 et M. Duverger 11. D'autres membres du cercle des fondateurs font aussi l'objet de comptes rendus<sup>1</sup> : F. Goguel avec 6 recensions, A. Siegfried avec 4 recensions et G. Vedel avec 3 recensions. Cet effet de proximité est renforcé par le fait que les notices bibliographiques relatives aux ouvrages des patrons de la revue sont souvent rédigées par d'autres membres du comité de rédaction de l'époque. Ainsi, les nombreux ouvrages de

1. D'autres membres du comité sont plus curieusement effacés : J.-J. Chevallier (qui ne bénéficie que de deux recensions pour son *Histoire des institutions politiques de la France de 1789 à nos jours* sous la plume respectivement de Robert Peloux en 1952 et de René Rémond en 1967 à la suite d'une réédition) ; J. Stoetzel (recensé une seule fois en 1955 par Pierre Duclos pour son *Étude sur les attitudes de la jeunesse d'après-guerre*) ; ou encore P. Renouvin dont seuls deux manuels universitaires sont recensés respectivement en 1959 et en 1966.

R. Aron sont recensés par J. Chapsal, F. Goguel ou encore Louis Bodin qui assiste à la FNSP. J. Touchard et fera son entrée au secrétariat de rédaction en 1964. De son côté, l'œuvre de M. Duverger est l'objet de l'attention de J. Chapsal (à deux reprises), de J. Meyriat et de G. Vedel. Auteur prolifique, J. Meynaud est lui recensé régulièrement par A. Lancelot, G. Lavau (à trois reprises), J. Meyriat (à deux reprises) et J. Touchard.

Le tableau 4 atteste aussi de l'œcuménisme disciplinaire des recensions analysées : si la science politique et l'étude des relations internationales y occupent une place dominante, la revue chronique aussi très régulièrement l'actualité bibliographique juridique (près de 13 % du corpus identifié dans le tableau), plus rarement historique, sociologique<sup>1</sup>, démographique ou encore relevant de la science administrative. Par ailleurs, les ouvrages d'économie ne bénéficient guère de l'intérêt de la revue<sup>2</sup>. Trait d'ouverture (ou de difficulté à borner le territoire bibliographique de la discipline scientifique naissante) à noter : le fait que la revue soit alors particulièrement bienveillante à l'égard du genre de l'essai<sup>3</sup> ou encore d'ouvrages rédigés par des hommes politiques<sup>4</sup>. Notons enfin la prédilection des responsables des notes bibliographiques pour un format éditorial devenu singulièrement important avec le développement de l'enseignement supérieur au début des années 1960<sup>5</sup>, celui des manuels universitaires dont l'étude complète permettrait de préciser les effets de délimitation des frontières disciplinaires entre notamment la science politique et les matières juridiques. Sur l'ensemble des deux décennies, ce format représente plus de 5 % des ouvrages recensés, majoritairement encore dans les domaines juridiques (56 %).

Du fait des compétences linguistiques disponibles, la *RFSP* entend enfin ouvrir très fortement sa politique de recension bibliographique à des ouvrages étrangers, dont la lecture est considérée comme un « passage obligé » dans la formation des futurs politistes. Près d'une

1. On notera que les travaux contemporains de Pierre Bourdieu seront très peu chroniqués à l'exception des *Héritiers* avec Jean-Claude Passeron qui fait l'objet d'une note bibliographique rédigée par Gérard Vincent en 1965. De son côté, deux ouvrages de Michel Crozier font l'objet de recension. Cette faible présence des références sociologiques est aussi attestée par le fait que la dimension proprement sociologique de l'œuvre de R. Aron n'est pas privilégiée dans les recensions de cet auteur. Dans cette catégorie, ce sont par ailleurs souvent des ouvrages à tonalité méthodologique qui sont privilégiés, à l'instar de ceux coédités par Raymond Boudon et Paul F. Lazarsfeld (à l'exemple du *Vocabulaire des sciences sociales* dont la traduction française est préfacée en 1965 par J. Stoetzel).

2. L'économiste le plus recensé est André Marchal, professeur d'économie à la Faculté de droit et de sciences économiques de Paris, proche de la FNSP au moment du rattachement à cette dernière de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (ISRES, appelé aussi Institut Rist du nom de son fondateur). J.-J. Chevallier lui consacra notamment une lecture critique intitulée : « Réflexions sur la méthode dans les sciences de l'homme. En lisant André Marchal : Méthode scientifique et science économique » (*RFSP*, 2 [2], avril 1952, p. 401-407). D'autres économistes seront toutefois aussi recensés sporadiquement (J. L'homme, J.-M. Jeanneney...).

3. Notons cependant que la distinction entre le format essayiste et des formats plus scientifiques est encore difficile à établir au début de l'histoire de la revue et ce même au sein d'une même œuvre (R. Aron, M. Duverger, J. Fauvet...).

4. À l'instar du Club Jean Moulin ou de Michel Debré recensé lui systématiquement par des membres du comité (G. Vedel à trois reprises, L. Bodin et J. Chapsal à une reprise chacun) ou du leader de l'indépendance ghanéenne Kwame Nkrumah. Dans l'ensemble des recensions, les opus de Charles De Gaulle, de François Mitterrand, de Jules Moch, de Guy Mollet, de Jean Poperen, de Robert Pujade, d'Alexandre Sanginetti ou Alain Savary font, pour ne citer qu'eux, l'objet d'au moins une recension durant ces deux décennies.

5. Voir Jean-Yves Mollier, « Naissance et mutations d'un marché éditorial : les manuels du supérieur », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 29, 2016, p. 25-42. On se souvient du rôle important que jouera dans ce domaine M. Duverger avec le lancement aux PUF de la collection « Thémis » en 1955. Outre ses propres ouvrages (et notamment son manuel de *Sociologie politique* de 1966), celui-ci y mobilisa les expertises d'autres membres du comité de rédaction : G. Vedel en droit administratif et J. Touchard (assisté de G. Lavau et L. Bodin) en histoire des idées politiques.

recension sur quatre (23 % de notre échantillon) bénéficie à des auteurs ou autrices souvent déjà en voie de consécration internationale. Sans exhaustivité, la liste suivante atteste de ce souci d'importation de paradigmes empruntés souvent à la science politique américaine :

Gabriel A. Almond, David A. Apter, Reinhard Bendix, Angus Campbell, Edward Hallet Carr, James S. Coleman, Robert Dahl, Ralf Dahrendorf, Karl Deutsch, David Easton, Léon Festinger, John Kenneth Galbraith, Ernst B. Hass, Friedrich Hayek, Samuel P. Huntington, Daniel Katz, Otto Kirchheimer, Joseph La Palombara, Walter Lippmann, Seymour Martin Lipset, Herbert Marcuse, Charles Wright Mills, Barrington Moore, Hans J. Morgenthau, Ernst Nolte, Michael Oakeshott, Stein Rokkan, Giovanni Sartori, Thomas C. Schelling, Joseph A. Schumpeter, Judith Shklar, Léo Strauss, Myron Weiner, Quincy Wright<sup>1</sup>.

### Une science normale du politique... en partie importée

Cette ouverture internationale s'observe dans d'autres initiatives éditoriales moins pérennes. L'une des plus révélatrices est certainement le lancement au milieu des années 1950 d'une nouvelle rubrique régulière visant à dresser un « état des travaux<sup>2</sup> » bibliographiques que J. Meyriat présente en ces termes dans le numéro d'avril 1955 pour lequel il a rédigé le premier opus (consacré à « L'Espagne contemporaine ») d'une série appelée à durer près de 15 ans :

« Cette note est la première d'une série destinée à présenter aux lecteurs de la *Revue* un état des travaux récents concernant les différentes régions du monde. Ces bibliographies critiques :  
 – seront généralement limitées aux ouvrages et articles publiés depuis la fin de la guerre ;  
 – ne mentionneront que des études consacrées aux aspects politiques, économiques, sociaux des problèmes contemporains ; les études proprement historiques, philosophiques, juridiques ou littéraires seront en principe écartées, ainsi que les publications purement documentaires ;  
 – ne viseront point à l'exhaustivité mais chercheront à présenter un choix des livres et articles français et étrangers les plus importants. Elles seront donc – comme c'est le cas pour l'Espagne – d'autant plus abondantes que sont moins nombreuses les études faisant autorité, en l'absence desquelles on doit recourir à davantage de monographies et d'articles de portée limitée. »

La formulation de l'auteur établit implicitement deux orientations qui permettent de comprendre le périmètre attendu de la science politique à cette époque. Si la discipline reste englobante en s'intéressant aux « aspects politiques, économiques, sociaux des problèmes contemporains » (*sic*), elle entend aussi se distinguer de plusieurs domaines scientifiques déjà institutionnalisés (l'histoire<sup>3</sup>, la philosophie, le droit et les études de lettres). Plus encore, J. Meyriat esquisse une forme de distanciation à l'égard des approches monographiques et des perspectives de recherche empirique qui limiteraient leur investigation à l'étude de faits de faible « portée<sup>4</sup> ». Une façon pour la science politique française de revendiquer une forme de scientificité fondée sur des ambitions qui s'avèrent *in fine* théoriques et généralisables<sup>5</sup>.

1. On trouvera dans l'annexe 3 un inventaire des auteurs anglo-américains recensés au moins deux fois entre 1951 et 1970.

2. On trouvera dans l'annexe 4 un inventaire complet des états des travaux publiés entre 1955 et 1969.

3. Ce faisant, la science politique naissante participe du retrait dans le présent des SHS que Norbert Elias dénoncera fortement (Norbert Elias, « The Retreat of Sociologists into the Present », *Theory, Culture & Society*, 4 (2-3), 1987, p. 223-247).

4. Jean Meyriat, « L'Espagne contemporaine. État des travaux », *RFSP*, 5 (2), avril 1955, p. 384-407, ici p. 384.

5. Ambitions qui restent toutefois prudentes dans les premières décennies ici analysées. Ainsi, faisant le bilan d'une série de 16 notes de recherche consacrées aux conflits internationaux, J.-B. Duroselle, historien de for-

## La cartographie d'une discipline scientifique en héritage

Pour fixer le cadre de ce qui peut être considéré comme une « science normale » (au sens de Thomas Kuhn) en voie de construction, il convient de quitter les rubriques paratextuelles pour analyser le contenu des articles publiés par la revue lors des premières décennies. L'entreprise n'est pas nouvelle et plusieurs études ont déjà entrepris cette analyse de contenu<sup>1</sup>. On se limitera ici à une étude complémentaire des articles publiés entre 1951 et 1970. Le tableau 5 permet d'observer que, malgré l'absence de définition explicite de la discipline, l'activité éditoriale de la *RFSP* gravite autour d'un noyau central qui en préfigure l'identité disciplinaire durable. Ce noyau se compose de trois domaines étroitement imbriqués : l'analyse des attitudes et des comportements politiques (principalement centrée sur l'orientation politique de l'acte électoral et référendaire<sup>2</sup>) qui représente plus du quart des 524 articles analysés ; l'étude des forces politiques qui est l'objet de près de 18 % des articles recensés ; et enfin le domaine des institutions politiques (abordées alors principalement sous l'angle constitutionnel<sup>3</sup>) qui concerne plus de 17 % des articles. L'importance de ce noyau central qui pèse près de 60 % du total est d'autant plus notable que la question des « forces politiques » est l'objet d'une investigation complémentaire entre 1963 et 1969 à l'initiative de G. Lavau<sup>4</sup>. En revanche, d'autres domaines sont beaucoup moins traités par la revue : c'est le cas de la théorie politique avec à peine 8 % des articles (et ce malgré la publication d'un dossier thématique en 1961<sup>5</sup>) et celui de l'analyse de l'action publique, presque oubliée (seulement 27 articles sur toute la période sous analyse), alors qu'elle est devenue aujourd'hui l'objet d'une attention majeure de la science politique française<sup>6</sup>.

---

mation, conclut en ces termes : « Nos conclusions théoriques reposent encore sur un trop petit nombre de données pour apporter des certitudes » (*RFSP*, 19 [4], juillet 1954, p. 847).

1. Voir ici, outre les éléments présentés par B. Gaiti et M. Scot dans l'article déjà cité, le mémoire de recherche resté inédit de Thierry Vedel, « Une image de la science politique à travers la *Revue française de science politique* : étude quantitative (1951-1980) pour contribuer à une histoire de la science politique en France », mémoire de DEA, IEP de Paris, 1981 (sous la direction de Georges Lavau). Sur des thématiques plus pointues, notamment méthodologiques, on se reportera à Lidia Billordo, « Publishing in French Political Science Journal : An Inventory of Methods and Sub-Fields », *French Politics*, 3 (2), 2005, p. 178-186 ; à Michael S. Lewis-Beck, Éric Bélanger, « Quantitative Methods in Political Science : Research in France and the United States », *French Politics*, 13 (2), 2015, p. 175-184 ; et à Thibaud Boncourt, « The Evolution of Political Science in France and Britain : A Comparative Study of Two Political Science Journals », *European Political Science*, 6, 2007, p. 276-294.
2. Avec, très tôt, une attention particulière à l'abstentionnisme électoral auquel François Goguel consacra une très brève note en 1952 (« Pour une étude scientifique de l'abstentionnisme électoral », *RFSP*, 2 (1), janvier 1952, p. 68-70) avant que Mattei Dogan et Jacques Narbonne y publient deux articles consécutifs (« L'abstentionnisme électoral en France », *RFSP*, 4 [1], janvier 1954, p. 5-26 et 4 [2], avril 1954, p. 301-325).
3. La constitution de la V<sup>e</sup> République et les conséquences de l'élection au suffrage universel direct du président de la République font notamment l'objet d'une attention forte et régulière.
4. En 1962, Georges Lavau prend la responsabilité éditoriale d'une nouvelle rubrique régulière consacrée aux « forces politiques en France » qui durant sept années va proposer au lectorat de la revue de courtes notes (de 4 à 16 pages) sur l'actualité des organisations partisans et parfois syndicales ouvrières ou agricoles. Sous la plume de G. Lavau, la rubrique s'intéresse aussi de manière plus sporadique aux « clubs politiques » (*RFSP*, 15 [1], février 1965). Ces notes (au nombre de 66) sont très largement rédigées par des chercheurs et des enseignants rattachés au CEVIPOF créé par J. Touchard en 1960.
5. Sur ce point, voir Manuel Cervera-Marzal, « Vers un retour de la philosophie politique dans la *Revue française de science politique* ? Le difficile espace d'une sous-discipline de la science politique française », *Raisons politiques*, 54, 2014, p. 133-151.
6. Sur le retard français en matière de *policy science*, voir Pierre Muller, « Looking Back at Public Policy in France : A Retrospective Analysis of the "French Touch" », *French Politics*, 13 (3), 2015, p. 287-301. On notera que ce retard n'est pas compensé par la politique des recensions bibliographiques de la revue qui s'intéresse peu à ce domaine d'étude. Ainsi, les ouvrages classiques de Harold D. Lasswell, Daniel Lerner, Charles Lindblom ou encore Thomas Dye ne sont pas l'objet de comptes rendus malgré l'ouverture internationale de la revue.

**Tableau 5. Classement thématique des articles de la RFSP (1951-1970)**

Thèmes	Décennie 1951-1960 Moyenne pondérée	Décennie 1961-1970 Moyenne pondérée	Principaux dossiers thématiques	Compléments Autres rubriques paratextuelles
<b>International</b> (relations et organisations internationales, politique extérieure, Europe...)	9,7 %	18,4 %	« Indépendance et relations internationales », 1960 - 10 (4)	Rubrique régulière : « Conflits internationaux » (1964-1972). Voir annexe 6
<b>Forces politiques</b> (partis, groupes, mouvements, décision...)	18,3 %	17,5 %	« Les paysans et la vie politique sous la V <sup>e</sup> République » - 1962, 12 (3) « Institutions et forces politiques dans France contemporaine » - 1964, 14 (1)	Rubrique régulière : « Forces politiques en France » (1963-1969). Voir annexe 6
<b>Comportements politiques</b> (élections, participation, opinion, culture politique...)	27,2 %	23,3 %	« Les élections générales britanniques de 1951 » - 1952, 2 (2) « Les intellectuels dans la société française contemporaine » - 1959, 9 (4) « La vie politique sous la V <sup>e</sup> République » - 1963, 13 (2) « Les élections générales britanniques du 31 mars 1966 » - 1966, 16 (6) « Le référendum d'avril et l'élection présidentielle de 1969 » - 1970, 20 (2)	Les articles à tonalité électorale sont parfois rassemblés dans des rubriques <i>ad hoc</i> (« Les élections dans le monde » ; « Les élections et la vie politique dans le monde »...).
<b>Institutions</b> (constitution, parlement, règle électorale, démocratie...)	19,7 %	14,3 %	« Le travail parlementaire en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Suisse », 1954 - 4 (4) « La Constitution de la V <sup>e</sup> République » - 1959, 9 (1)	
<b>Théorie politique, histoire des idées</b> (pensée politique, idéologie...)	7,5 %	8,6 %	« La théorie politique » - 1961, 11 (2)	
<b>Politique publique, administration</b> (politique sectorielle, élite administrative...)	4,7 %	5,7 %	« L'aménagement du territoire. Problèmes politiques et administratifs » - 1956, 6 (2)	
<b>Échelle intermédiaire</b> (ville, département, région, fédéralisme...)	2,3 %	4,1 %		
<b>La discipline</b> (délimitation, méthodologie)	5,3 %	1,6 %		Autres informations disciplinaires éparses (1951-1966). Voir tableau 2
<b>Divers</b>	5,3 %	6,5 %		
<b>Nombre d'articles</b>	279	245		<b>Total : 524</b>

Lecture : seuls sont pris en compte les articles scientifiques publiés à l'exception des textes diffusés dans les rubriques complémentaires indiquées dans la dernière colonne. Le lecteur trouvera en annexe 5 une distribution annuelle des thèmes pour la période 1951-1970.

Source : dépouillement de la RFSP de 1951 à 1973.

De son côté, la place accordée aux relations internationales augmente sensiblement sur la période passant de moins de 10 % dans les années 1950 à plus de 18 % pour la période ultérieure. Ce poids est d'autant plus important (même si celui-ci reste en retrait en comparaison avec la situation dans d'autres espaces scientifiques nationaux<sup>1</sup>) que le comité de rédaction confie, en 1964, au CERI le soin de nourrir une rubrique spécifique consacrée aux seuls « conflits internationaux » qui permet de publier une série de 91 notes d'actualité plus ou moins longues sur cette thématique<sup>2</sup>. Au même titre que la chronique dirigée par G. Lavau, cette rubrique renforce sensiblement l'articulation entre les recherches menées au sein des laboratoires de la FNSP et l'activité éditoriale de la revue qui gagne en professionnalisme et en scientificité. Elle traduit aussi la forte montée en puissance des chercheurs et chercheuses parmi les auteurs et autrices de la *RFSP*. Ce que confirme l'étude menée par Thierry Vedel en 1981 qui constate dans son échantillon « qu'à partir de 1960 la majorité [des articles] viennent du CERI ou du CEVIPOF<sup>3</sup> ».

## Conclusion

Ces indications sur le découpage thématique de la revue ne sauraient épuiser la question de l'orientation intellectuelle de la *RFSP*<sup>4</sup>. Elles permettent toutefois de préciser la stratégie implicite qui anime les premiers patrons de la revue. À travers l'étude d'objets consacrés (les élections, les institutions, les partis, les conflits internationaux...), l'étude d'objets qui « existent, qui ont une matérialité, qui sont localisables<sup>5</sup> » dans l'actualité immédiate, en multipliant les rubriques paratextuelles qui font advenir un horizon disciplinaire partagé, les membres du cercle des fondateurs de la revue font le choix d'éviter autant que faire soit possible les forces centrifuges inhérentes aux tentations de spécialisation internes qui traversent déjà la science politique française, et ce faisant la multiplication non régulée des points de vue sur la vie politique. En accordant au présent et à l'actualité en train de se dérouler la prédominance<sup>6</sup>, ils facilitent la reconnaissance d'utilité sociale d'un ensemble de savoirs émergents et de méthodes nouvelles. Plus encore, il s'agit pour eux de faire en sorte que « tous les membres de la discipline [encore naissante] aient en tête une même carte des relations entre les différents domaines<sup>7</sup> ». Et ce sans forcément masquer les points de

1. Notamment en Suisse où l'*Annuaire suisse de la science politique* publié par l'Association suisse de science politique consacre plus de 34 % de ses articles à cette thématique : voir P. Gottraux *et al.*, *La science politique...*, *op. cit.*, p. 306-311 et p. 407. Sur le développement de l'étude des relations internationales en France, voir Henrik Breitenbach, *International Relations in France. Writing between Discipline and State*, Londres, Routledge, 2013.

2. On trouvera dans l'annexe 6 un inventaire complet du contenu de ces deux rubriques thématiques.

3. T. Vedel, « Une image de la science politique... », *op. cit.*, p. 34.

4. Vu l'ampleur du corpus (près de 70 000 pages), seul un travail collectif permettrait d'affiner les indications proposées à titre provisoire dans ce texte.

5. P. Favre, « La question de l'objet de la science politique a-t-elle un sens ? », *op. cit.*, p. 23.

6. C'est là aussi le but des rubriques consacrées aux « forces politiques en France » et aux « conflits internationaux » : valoriser l'expertise immédiate de la discipline naissante en faisant l'analyste et le guetteur du présent. Que ce dernier soit régulier (comme celui des événements électoraux que scande un calendrier presque prévisible) ou irrégulier (comme celui associé à la conflictualité internationale), il s'agit toujours de produire des données et des diagnostics utiles socialement. Bref, des connaissances qui sont en osmose avec les préoccupations contemporaines des dirigeants d'une société française en voie de modernisation. Sur les raisons de ce présentisme et ses effets de structuration scientifique, voir B. Gäiti, M. Scot, « Une science sans savants... », *art. cité*, p. 37.

7. Pour reprendre, dans le contexte français des années 1950-1960, les termes de Brian Barry, « The Study of Politics as a Vocation », dans Jack E. S. Hayward *et al.* (dir.), *The British Study of Politics in the Twentieth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 425-467, ici p. 447.

désaccord entre eux et tout autant entre les auteurs et les autrices de la revue<sup>1</sup>. C'est là la force de cette époque fondatrice : réussir à produire un consensus sans unanimité ni adhésion définitive, arriver à promouvoir une identité disciplinaire encore inachevée mais suffisamment inclusive pour permettre à chacun de s'identifier à une communauté scientifique aux frontières durablement évolutives. Une communauté qui se voit dotée, grâce à la revue, de concepts, de techniques, de méthodes jugés légitimes et qui sont incarnés par des exemples canoniques et des objets courants qui servent de modèles.

Oscillant entre affirmation de soi (notamment face à d'autres entreprises disciplinaires concurrentes) et enjeux pragmatiques, entre ouverture thématique et définition d'un périmètre consacré, la naissance de la *RFSP* joue indéniablement un rôle politique et institutionnel déterminant dans la fondation (cette fois définitive) de la discipline après-guerre à un moment où la science politique française n'existe encore que nominalement. Sans être forcément une prophétie dont on sait les capacités créatrices, il s'agit surtout là d'une entreprise institutionnelle et d'une construction sociale abouties<sup>2</sup> dont l'histoire présente reste toutefois largement ouverte à d'autres possibles.

---

Yves Déloye

---

Yves Déloye est professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux et membre du Centre Émile Durkheim. Il est actuellement directeur de publication de la *Revue française de science politique*. Spécialiste de sociologie historique du politique, il a codirigé deux tomes de la collection « Traités de science politique » publiés aux éditions Bruylant : avec Nonna Mayer, *Analyses électorales* (2017) ; avec Jean-Michel de Waele, *Politique comparée* (2018). Parmi ses autres publications récentes : avec Florence Haegel, « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel », *Politix*, 127, 2019, p. 59-83 ; et « Le vote entre édification et naturalisation, ou les apports d'une approche sociohistorique », dans Tristan Haute, Vincent Tiberj (dir.), *Extinction de vote*, PUF, 2022, p. 13-21. Le texte publié ici appartient à un nouveau programme de recherche consacré à l'histoire sociale et intellectuelle de la science politique en France après la Seconde Guerre mondiale (Sciences Po Bordeaux, 11 allée Ausone, Domaine universitaire, 33607 Pessac cedex, <y.deloye@sciencespobordeaux.fr>).

---

1. Un bel exemple de cette absence de consensus est donné par le compte rendu que propose la revue d'une table ronde de l'AFSP en 1953 sur la « méthodologie de l'étude des partis et des élections » (*RFSP*, 3 [1], janvier 1953, p. 213-216).

2. Un aboutissement qu'atteste, à sa manière, l'évolution des chiffres d'abonnés de la revue. Si la *RFSP* ne compte que 222 abonnés à sa création en 1951, ce chiffre est de 1920 en 1968 (le chiffre de l'année 1951 est emprunté au rapport d'activité que la FNSP rédige à l'attention du CNRS en 1952 [Fonds Jean Touchard, carton 6 SP 56], celui de 1968 est mentionné dans une note interne à la revue datée du 1<sup>er</sup> juillet 1969 [Fonds Jean Touchard, carton 6 SP 73]).

## Annexes. Documents pour l'histoire de la *RFSP*

### Annexe 1. Qui sont les membres fondateurs du « comité de direction » de la *RFSP* ?

Prénom Nom (Durée du mandat)	Formation universitaire	Principales positions académiques et/ou administratives	Informations complémentaires
<b>Le cercle des fondateurs</b>			
André Siegfried Président (1951-1959)	Docteur ès lettres (1904)	Professeur à l'ELSP (depuis 1911) Professeur au Collège de France, titulaire de la chaire de géographie économique et politique (1933-1946) Président de la <b>FNSP</b> (depuis 1945) Président de l' <b>AFSP</b> (depuis 1949)	Cofondateur des <i>Annales de géographie</i> (1892-1895) Membre de l'Académie française (élu en 1944) Membre de l'ASMP (élu en 1932) Membre du conseil d'administration de l'ENA
Jean Meynaud Secrétaire général (1951-1954)	ELSP Docteur en droit (1937)	Professeur à l'IEP de Paris (1948-1954) Professeur à l'Université de Lausanne (1955-1965) Professeur à l'Université de Genève (1961-1963) Professeur à l'Université de Montréal (1963-1972) Secrétaire général de la <b>FNSP</b> (1946-1954) Secrétaire général de l' <b>AFSP</b> (1949-1954) Secrétaire général de l'AISP (1950-1955)	
Jean Touchard Secrétaire général (1955-1971)	ENS Docteur ès lettres Agrégé de lettres (1944)	Professeur à l'IEP de Paris (1952-1971) Secrétaire général de la <b>FNSP</b> (1954-1971) Secrétaire général de l' <b>AFSP</b> (1955-1970)	Créateur du CEVIPOF (1960)
Raymond Aron (1951-1969)	ENS Agrégé de philosophie (1928) Docteur ès lettres (1938)	Professeur à l'ENA (1945-1947) Professeur à l'IEP de Paris (1948-1954) Professeur à la Faculté de sociologie de l'Université de Paris (1955-1970) Professeur au Collège de France (élu en 1970)	Président de la conférence internationale de science politique qui fonde l'AISP (12 au 16 septembre 1949) Membre de l'ASMP (élu en 1963) Créateur du Centre de sociologie européenne (1960) Cofondateur de la revue <i>Commentaire</i> (1978)
Jacques Chapsal (1951-1990)	ELSP Docteur en droit (1934)	Directeur de l'IEP de Paris (1947-1979) Administrateur de la <b>FNSP</b> (1950-1979) Président de l'IPSA (1958-1961)	
Jean-Jacques Chevallier (1951-1969)	Docteur ès sciences politiques et économiques (1924) Docteur ès sciences juridiques (1925) Agrégé de droit public (1924)	Professeur à la Faculté de droit de Paris Président de l' <b>AFSP</b> (1959-1967) Cofondateur du Département de science politique de l'Université Paris I (1969)	Membre de l'ASMP (élu en 1964)
Maurice Duverger (1951-1969)	Agrégé de droit public (1942)	Directeur de l'IEP de Bordeaux (1948-1954) Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux (1943-1955) Professeur à la Faculté de droit de Paris (1955-1985) Vice-président de l'AISP (1952-1958) Cofondateur du Département de science politique de l'Université Paris I (1969)	Créateur du Centre d'analyse comparative des systèmes politiques (1975) en collaboration avec Georges Duby et Emmanuel Le Roy Ladurie

François Goguel (1951-1991)	ELSP Docteur en droit (1934)	Secrétaire général de la <b>FNSP</b> (1945-1946) Professeur à l'IEP de Paris (1948-1970) Secrétaire général de l'AISP (1949-1950) Président du Conseil de direction de l'IEP de Paris (1969-1989) Président de la <b>FNSP</b> (1971-1981) Président de l' <b>AFSP</b> (1967-1983)	Haut-fonctionnaire parlementaire rattaché au Sénat (1931-1971) Directeur du CEVIPOF (1966-1973) Membre du Conseil Constitutionnel (1971-1980) Membre du CNESER (1971-1979)
Jean Stoetzel (1951-1969)	ENS Agrégé de philosophie (1937) Docteur ès lettres (1943)	Titulaire de la Chaire de sociologie de la Faculté de sociologie Bordeaux (1945-1955) Titulaire de la Chaire de psychologie sociale à l'Université de Paris (1955-1978)	Créateur de l'IFOP en 1938 Membre de l'ASMP (élu en 1977) Fondateur de la <i>Revue française de sociologie</i> (1960)

**Les membres entrés au « comité de direction » en 1960**

Pierre Renouvin (1960-1969)	Agrégé d'histoire (1912) Docteur ès lettres (1921)	Professeur à l'Université de Paris (1933-1964) Doyen de la Faculté des lettres de Paris (1955-1958) Professeur à l'ELSP, puis à l'IEP de Paris (depuis 1938) Président de la <b>FNSP</b> (1959-1971)	Conservateur à la Bibliothèque d'histoire de la guerre (future BDIC, 1920) Fondateur de l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines (Sorbonne, 1935) Membre de l'ASMP (élu en 1946) Président de la Commission d'histoire moderne et contemporaine du CNRS (1956-1960) Fondateur de la revue <i>Relations internationales</i> (1974)
Georges Vedel (1960-1969)	Docteur en droit (1934) Agrégé de droit public (1936)	Professeur à la Faculté de droit de Paris (1949-1979) Doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris (1962-1967) Professeur à l'IEP de Paris (à partir de 1950)	Membre de la Commission de réforme de la licence de droit (1950-1953) Président de l'Association internationale de droit comparé (1975) Membre du Club Jean Moulin Membre du Conseil économique et social (1969-1979) Membre du Conseil constitutionnel (1980-1989) Membre de l'Académie française (élu en 1998)

Abréviations : AFSP : Association française de science politique ; AISP : Association internationale de science politique ; ASMP : Académie des sciences morales et politiques ; CEVIPOF : Centre d'études de la vie politique française ; ELSP : École libre des sciences politiques ; ENS : École normale supérieure ; FNSP : Fondation nationale des sciences politiques ; IEP : Institut d'études politiques.

Principales sources : notices d'autorité disponibles sur le site de la BNF ; frises historiques de l'AFSP et de la FNSP ; [A. Siegfried] : P. Favre, *Naissances de la science politique...*, *op. cit.*, 4<sup>e</sup> partie ; André-Louis Sanguin, *André Siegfried. Un visionnaire humaniste entre géographie et politique*, Paris, L'Harmattan, 2010 ; Nicolas Roussellier, « André Siegfried », dans Jacques Julliard, Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 2009 [1996], p. 1287-1288 ; [J. Meynaud] : P. Gottraux *et al.*, *La science politique suisse...*, *op. cit.*, p. 172-173 et p. 228 sq. ; [R. Aron] : N. Roussellier, « Raymond Aron », dans J. Julliard, M. Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français...*, *op. cit.*, p. 98-100 ; Gwendal Châton, *Introduction à Raymond Aron*, Paris, La Découverte, 2017 ; [M. Duverger] : Dominique Chagnollaud, « Maurice Duverger », dans J. Julliard, M. Winock (dir.), *Dictionnaire...*, *op. cit.*, p. 490-491 ; Pierre

Sadran, *La mémoire en partage. Sciences Po Bordeaux (1948-2018)*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2018, p. 200-214 ; [F. Goguel] : René Rémond, « Goguel François », dans Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire de la vie politique française*, Paris, PUF, 1995 p. 536-538 ; Goulven Boudic, « François Goguel », dans J. Julliard, M. Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français...*, *op. cit.*, p. 655-656 ; [G. Vedel] : Nicolas Roussellier, « Georges Vedel », dans J. Julliard, M. Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français...*, *op. cit.*, p. 1396-1397.

## Annexe 2. La composition du comité de rédaction de la revue de 1951 à 1991

Une analyse de la répartition des entrées et sorties du comité permet de distinguer quatre configurations principales sur les quarante premières années de la revue. Trois décès seront à l'origine des changements constatés : celui d'A. Siegfried en 1959, celui de J. Touchard en 1971 et celui de G. Lavau en 1990. À la suite des huit fondateurs, qui forment durablement le socle du « comité de direction » et, en 1970, du premier « conseil scientifique », on peut identifier une phase de stabilisation dans les années 1960 marquée toutefois par l'arrivée de deux nouveaux membres au profil socioprofessionnel très proche de celui des membres fondateurs (P. Renouvin et G. Vedel). Comme indiqué plus haut, l'année 1970 marque une rupture beaucoup plus nette avec le départ de plus de 75 % des membres du comité et l'entrée de 12 nouveaux membres dans les années 1970. Une quatrième phase s'ouvre après le décès de G. Lavau en octobre 1990 et la mise en place d'un comité profondément renouvelé – tant dans sa composition que dans ses méthodes de travail – et dirigé par J.-L. Parodi qui resta directeur du comité jusqu'en décembre 2008. La rupture des années 1990, outre sa dimension générationnelle, est aussi disciplinaire<sup>1</sup> : les politistes y sont désormais largement dominants au détriment du droit et plus modestement de l'histoire et de la géographie. Ce resserrement autour de la science politique se confirma ultérieurement. La féminisation du comité ne débute que très timidement en 1991, même s'il convient de noter le fait que le secrétariat de rédaction (majoritairement féminin) est symboliquement associé au comité dans la présentation faite dans l'ours de la revue dès 1960<sup>2</sup>. Enfin, on remarquera que pendant ses quarante premières années la *RFSP* est une revue parisienne d'enseignants (souvent agrégés) plus que de chercheurs<sup>3</sup>.

1. On notera incidemment l'absence d'économiste parmi les membres du comité de rédaction.

2. Par comparaison, le comité de rédaction de la revue est à ce jour presque paritaire avec 7 hommes et 6 femmes.

3. Et ce malgré la présence de membres issus de la FNSP ou, plus rarement, du CNRS. L'éloignement durable de la revue de l'EHESS (à l'exception notable de Bernard Manin entré dans le comité en 1991) peut aussi expliquer cette préférence professorale, voire mandarinale.

1951-1960	1961-1969	1970-mai 1991	Juin 1991-2000
Raymond Aron Jacques Chapsal Jean-Jacques Chevallier Maurice Duverger François Goguel Jean Meynaud [secrétaire général] (1954) André Siegfried [président] (1959) Jean Stoetzel <i>Jean Touchard [secrétaire général] (à partir de 1955)</i>	<b>Raymond Aron</b> Jacques Chapsal <b>Jean-Jacques Chevallier</b> <b>Maurice Duverger</b> François Goguel <b>Pierre Renouvin</b> <b>Jean Stoetzel</b> Jean Touchard [secrétaire général] <b>Georges Vedel</b>	Gérard Adam (1972) <i>Louis Bodin (à partir de 1973)</i> François Bourricaud <i>Jean Charlot (à partir de 1975)</i> Guy Hermet (1975) <b>Serge Hurtig</b> <i>Alain Lancelot (à partir de 1972)</i> <b>Jacques Chapsal</b> (1990) <b>François Goguel</b> Georges Lavau [directeur à partir de 1973] (1990) Jean Meyriat <i>Guy Michelat (de 1971 à 1975)</i> <i>Jean-Luc Parodi (à partir de 1980)</i> <i>François Platone (à partir de 1975)</i> <i>Alain Rouquié (à partir de 1975)</i> <b>Jean Touchard</b> (1971)	Michel Dobry <i>Élisabeth Dupoirier (à partir de 1992)</i> Guy Hermet Jacques Lagroye Jean Leca Bernard Manin Yves Mény (1994) <i>Pierre Muller (à partir de 1994)</i> Jean-Luc Parodi [directeur] Annick Percheron (1992) Yves Schemel <i>Yves Surel (à partir de 2000)</i>

## Composition du secrétariat de rédaction

NR	Louis Bodin (de 1964 à 1973)	Hélène Arnaud (1986) Louis Bodin (1973) Marguerite Boucher (1971) Josée Cabillon (à partir de 1980) Monique Didier (assistante à partir de 1982) Marc Riglet (de 1971 à 1980)	Josée Cabillon (1995) Monique Didier (2001) Catherine Burucoa (de 1996 à 2000)
----	------------------------------	--	--

## Autres responsabilités éditoriales

NR	Georges Lavau (rubrique « Les forces politiques en France » Jean-Baptiste Duroselle et Jean Meyriat (rubrique « Les conflits internationaux ») Jean Meyriat et Jean Touchard (« rubrique bibliographique »)	Serge Hurtig, Jean Meyriat et Hélène Arnaud (« rubrique bibliographique »)	
----	---	--	--

Lecture : entre parenthèses la date de départ en cours de configuration ; en italique, les arrivées (date le cas échéant) ; en gras, les membres du premier « conseil scientifique » de la revue créé en 1970.

Source : dépouillement du colophon présenté en deuxième de couverture de la revue.

### Annexe 3. Tableau des auteurs et autrices anglais-e-s et américain-e-s indexé-e-s dans les comptes rendus bibliographiques de la *RFSP* (1951-1970)

Le tableau ci-dessous confirme le fort intérêt de la revue pour la science politique anglo-américaine, particulièrement celle produite dans les universités américaines. À l'instar d'autres sciences sociales<sup>1</sup>, la science politique française emprunta alors de nombreux paradigmes et concepts à la science politique américaine qui était devenue, après la Seconde Guerre mondiale, incontournable. Cette liste atteste aussi des spécificités des importations faites des savoirs et travaux américains. L'enquête récente de Patricia Vannier<sup>2</sup> portant sur la lecture des sociologues américains par les nouveaux patrons de *L'année sociologique* (entre 1949 et 1960) permet une comparaison intéressante : à l'exception de Paul Lazarsfeld, aucun des sociologues retenus par Georges Gurvitch et ses collaborateurs n'est l'objet d'un compte rendu dans la *RFSP*. Et vice versa. Dans cet état des travaux anglo-américains, trois domaines sont privilégiés : celui des relations internationales<sup>3</sup> (près de 34 % des auteurs et autrices recensé-e-s) souvent appréhendées sous le prisme de la théorie réaliste, celui de l'histoire ou de l'étude des idées politiques (15,5 %) et celui relatif aux attitudes et comportements politiques (10 %). Plusieurs pays ou zones du monde intéressent particulièrement la revue : outre l'Europe (avec une place privilégiée pour la Grande-Bretagne), l'URSS, les États-Unis et l'Asie sont l'objet de recensions régulières. Plusieurs auteurs recensés (14 %) sont aussi des contributeurs d'articles dans la revue sur la période analysée. Deux cas singuliers ici : celui de Stanley Hoffmann (1928-2015) et de Stuart R. Schram (1924-2012) qui – avant de poursuivre leur carrière universitaire aux États-Unis (respectivement à Harvard et à Columbia) – ont travaillé à la FNSP. S. Hoffmann comme assistant de l'AFSP et S. R. Schram comme chercheur à la Fondation de 1954 à 1967 après avoir consacré sa thèse aux interactions entre protestantisme et politique (F. Goguel en rendit compte de manière assez critique dans la revue en 1955). On notera aussi la présence dans cette liste de Quincy Wright (1890-1970), premier président du comité exécutif constitutif de l'AISSP de 1950 à 1952. D'autres responsables de l'AISSP font l'objet de comptes rendus bibliographiques (par ordre chronologique) : Crawford B. Macpherson, William A. Robson, James K. Pollock (président de l'IPSA de 1955 à 1958), Karl J. Friedrich (président de l'AISSP de 1967 à 1970), Karl Deutsch (président de l'AISSP de 1976 à 1979) et Seymour Martin Lipset<sup>4</sup>.

1. Voir ici notamment Béatrice Mazon, *Aux origines de l'École des hautes études en sciences sociales. Le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, Cerf, 1988.

2. P. Vannier, « La relance de *L'année sociologique* (1949-1960) : un pari réussi », art. cité, p. 199-202.

3. Souvent sous la plume de Pierre Hassner qui rédigea 41 comptes rendus sur la période analysée (*Index vicennal, op. cit.*, p. 44-45). Sur l'histoire des relations internationales en France, voir Nicolas Guilhot, « "The French Connection" : éléments pour une histoire des relations internationales en France », *RFSP*, 67 (1), février 2017, p. 43-67.

4. Source : T. Boncourt, *Une histoire de l'Association internationale de science politique...*, *op. cit.*, p. 71-77.

Auteur, autrice recensé-e	Nombre de recensions	Auteur, autrice recensé-e	Nombre de recensions	Auteur, autrice recensé-e	Nombre de recensions
<b>David E. Butler</b>	06	Carl J. Friedrich	02	Alfred G. Meyer	02
<i>Isaac Deutscher</i>	05	<i>John Kenneth Galbraith</i>	02	<b>Robert S. Milne</b>	02
<b>Stanley Hoffmann</b>	05	Franck H. Golay	02	Barrington Moore	02
William A. Robson	05	Leland M. Goodrich	02	Stanley G. Payne	02
Zbigniew Brzezinski	04	<i>John Gunther</i>	02	Dexter Perkins	02
Ivor Jennings	04	<i>Edward Hallet Carr</i>	02	Dorothy Pickles	02
<b>Sidney D. Bailey</b>	03	Gwendolen M. Carter	02	James K. Pollock	02
Samuel H. Beer	03	Brian Chapman	02	Lewis F. Richardson	02
Karl W. Deutsch	03	<i>G. D. H. Cole</i>	02	Thomas C. Schelling	02
<b>Henry W. Ehrmann</b>	03	Sidney Nelson Fischer	02	Frederik R. L. Schuman	02
Herman Finer	03	W. Friedmann	02	Joseph A. Schumpeter	02
Paul Lazarsfeld	03	Waldemar Gurian	02	Jeremy J. Stone	02
Seymour Martin Lipset	03	Ernest B. Hass	02	<b>Leo Strauss</b>	02
Roy C. Macridis	03	Ferdinand Hermens	02	Hugh Tinker	02
H. G. Nicholas	03	Norman Hill	02	Arnold J. Toynbee	02
Robert E. Osgood	03	George Mc Tunan Kahin	02	Adam B. Ulam	02
<b>Stuart R. Schram</b>	03	Herman Kahn	02	W. Montgomery Warr	02
<i>Richard Wright</i>	03	Morton A. Kaplan	02	<i>Eugen Weber</i>	02
Leonard Binder	02	<i>Hans Kohn</i>	02	Myron Weiner	02
Anthony H. Birch	02	<b>Harold J. Laski</b>	02	<b>Philipp M. Williams</b>	02
John Bowle	02	<b>H. C. Mackensie</b>	02	Arnold Wolfers	02
<i>Crane Brinton</i>	02	<b>William J. M. Mackensie</b>	02	Quincy Wright	02
<i>Allan Bullock</i>	02	<b>Crawford B. Macpherson</b>	02	Harold Zinck	02
Angus Campbell	02	Seymour Melman	02		

Lecture : seuls les auteurs faisant l'objet d'au moins deux comptes rendus sont pris en compte. En italique, les noms des auteurs non-politistes (souvent des historiens...). Les prénoms ne sont pas toujours indiqués dans les comptes rendus. En gras, les auteurs qui publieront également dans la *RFSP* entre 1951 et 1970.

Source : *Index vicennal 1951-1970* de la *RFSP* (publié en 1972), ici p. 89-126.

#### Annexe 4. Inventaire des « états des travaux » publiés dans la *RFSP* (1955-1969)

Lancée en 1955, cette rubrique propose des bilans bibliographiques souvent très ambitieux (certains opus analysent plus de 250 titres) de manière pédagogique et ordonnée. Ils se veulent de véritables outils bibliographiques qui entendent favoriser le développement de recherches complémentaires à celles inventoriées. Cette rubrique repose largement sur les expertises disponibles au sein de la FNSP (notamment celles du CERI cofondé en 1952 par J. Meyriat et J.-B. Duroselle) : près des deux tiers des chroniques thématiques sont rédigées par des collaborateurs et collaboratrices de la Fondation et/ou enseignant-es de l'IEP de Paris à l'époque. À lui seul, J. Meyriat en rédigera six (soit près de 14 % des 43 opus ici recensés<sup>1</sup>). Si l'Europe occupe une place de choix dans ces chroniques (près de 32 % du total), la rubrique contribue aussi fortement à décentrer le regard de la science politique française sur d'autres aires culturelles (Afrique, Amériques, Asie). On notera toutefois quelques exceptions<sup>2</sup> à cette ouverture internationale (moins de 10 % du total) avec un prisme particulier pour les institutions naissantes de la V<sup>e</sup> République (sous la plume respective de Claude Émeri et J.-L. Parodi).

<b>1955</b>	<b>1961</b>
« L'Espagne contemporaine », par J. Meyriat - 5 (2)	« La Fédération de Malaisie et de Singapour », par Pierre Fisié - 11 (1)
« L'Allemagne occidentale », par A. Grosser - 5 (3)	« L'intégration européenne : problèmes et institutions », par Pierre Gerbet - 11 (3)
« Israël », par Samuel N. Eisenstadt - 5 (4)	« Le Cambodge depuis 1941 », par Philippe Preschez - 11 (4)
<b>1956</b>	<b>1962</b>
« L'évolution récente de l'URSS », par B. Apremont et S. R Schram - 6 (1)	« Les problèmes politiques de la République italienne », par J. Meyriat - 12 (1)
« La Yougoslavie contemporaine », par la section d'Europe de l'Est du CERI - 6 (2)	« Les groupes de pression en Europe occidentale (mise à jour 1959-1961) », par J. Meyriat et J. Meynaud - 12 (2)
« La Grande-Bretagne contemporaine », par François Crouzet - 6 (3)	« Le régime politique britannique », par Jean et Monica Charlot - 12 (3)
« La Suède contemporaine », par Raymond Fusilier et Bo Kärre - 6 (4)	« Madagascar », par Guy Feuer - 12 (4)
<b>1957</b>	<b>1963</b>
« L'Union sud-africaine », par les services de la documentation de la FNSP - 7 (1)	« L'URSS », par Hélène Carrère d'Encausse et Anna Seliverstoff - 13 (1)
« L'Espagne contemporaine », par J. Meyriat - 7 (2)	« Le système des Nations-Unies », par P. Gerbet - 13 (2)

1. On notera une éphémère reprise de cette rubrique en 1981 avec la publication, sous la plume de Françoise Subileau, d'un état des travaux de langue française sur « le militantisme dans les partis politiques sous la V<sup>e</sup> République » (*RFSP*, 31 [5-6], octobre 1981, p. 1038-1068).

2. Parmi les exceptions, on notera la chronique consacrée à « Charles Maurras et l'Action française » (1958) rédigée par Samuel M. Osgood, historien à l'Université Brown, spécialiste du royalisme français et de son héritage. Cette thématique est aussi l'année précédente l'objet d'un article dans la revue signé par Raoul Girardet (« L'héritage de l'Action française » [*RFSP*, 7 [4], octobre 1957, p. 765-792]) qui occasionnera un droit de réponse de François Daudet, directeur des *Libertés Françaises* (*RFSP*, 8 [1], mars 1958, p. 241-244). En 1965, Yves Guchet consacra un article à « Georges Valois ou l'illusion fasciste » (*RFSP*, 15 [6], décembre 1965, p. 1111-1144).

« Le Portugal depuis 1945 », par J. Meyriat - 7 (3)	« Le système des Nations-Unies, <i>suite</i> », par P. Gerbet - 13 (3)
<b>1958</b>	« Pouvoir et autorité en Afrique noire », par Jacques Boyon - 13 (4)
« Le Mexique contemporain », par François Chevalier - 8 (1)	<b>1964</b>
« Charles Maurras et l'Action française », par Samuel M. Osgood - 8 (1)	« L'Allemagne occidentale », par A. Grosser - 14 (3)
« La Chine contemporaine », par Jean Chesneaux - 8 (2)	<b>1965</b>
« La Hongrie contemporaine », par Thomas Schreiber - 8 (3)	« Les institutions de la V <sup>e</sup> République », par Claude Émeri - 15 (2)
« L'Indonésie depuis 1942 », par Philippe Devillers - 8 (4)	« Le Maroc (1959-1962) », par Jean-Louis Miège et Viviane Michel - 15 (5)
<b>1959</b>	<b>1966</b>
« Les groupes de pressions en Europe occidentale », par J. Meyriat et J. Meynaud - 9 (1)	« Le Laos depuis 1941 », par P. Preschez - 16 (3)
« L'Afrique du Nord », par Maurice Flory, Roger Le Tourneau et Jean-Paul Trystram <sup>1</sup> - 9 (2)	<b>1967</b>
« Les États-Unis. 1. Partis politiques », par S. Hurtig - 9 (3)	« L'élection présidentielle », par J.-L. Parodi - 17 (1)
« Les États-Unis. 2. La politique extérieure », par J.-B. Duroselle - 9 (3)	« L'Indonésie (1958-1967) », par François Cayrac - 17 (2)
<b>1960</b>	<b>1968</b>
« La Suisse contemporaine », par Roland Ruffieux - 10 (1)	« Où en est le débat sur la "nouvelle classe ouvrière" », par G. Adam - 18 (5)
« Les problèmes militaires contemporains », par Raoul Girardet - 10 (2)	« Le fascisme italien », par Geneviève Bibes - 18 (6)
« L'Inde contemporaine », par Gilbert Étienne - 10 (3)	<b>1969</b>
« L'action des syndicats ouvriers », par André Tiano - 10 (4)	« Le rôle politique des forces armées en Amérique latine », par A. Rouquié - 19 (4)

Lecture : le volume et le numéro sont précisés après le titre de « l'état des travaux ».

Source : dépouillement de la *RFSP* de 1955 à 1969.

1. Cet état des travaux est rédigé par trois enseignants rattachés au Centre d'études nord-africaines (CENA) de l'IEP d'Aix-en-Provence. Il occupe plus de 40 pages de la revue et recense 284 titres qui font l'objet d'une présentation raisonnée. Ce centre de recherches sera en 1962 à l'origine de la publication par le CNRS de l'*Annuaire de l'Afrique du Nord*.

Annexe 5. Classement thématique des articles de la *RFSP* : évolution temporelle (1951-1970)

1 <sup>re</sup> décennie (1951-1960)											
Thèmes	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	Moyenne pondérée décennale
<b>International*</b> (relations et organisations internationales, politique extérieure, Europe...)	14,8 %	6 %	15,2 %	3,7 %	6,8 %	10,3 %	/	8,7 %	6,7 %	25 %	<b>9,7 %</b>
<b>Forces politiques*</b> (partis, groupes, mouvements, décision...)	37 %	2,9 %	33,4 %	11,1 %	19,8 %	13,8 %	28,6 %	13 %	13,3 %	12,5 %	<b>18,3 %</b>
<b>Comportements politiques</b> (élections**, participation, opinion, culture politique...)	14,8 %	40 %	18,2 %	14,8 %	39,8 %	31 %	28,6 %	30,5 %	40 %	8,3 %	<b>27,2 %</b>
<b>Institutions</b> (constitution, parlement, règle électorale, démocratie...)	18,5 %	11,4 %	9,1 %	29,6 %	16,6 %	13,8 %	28,6 %	26,1 %	30 %	20,9 %	<b>19,7 %</b>
<b>Théorie politique, histoire des idées</b> (pensée politique, idéologie...)	7,4 %	20 %	12,1 %	7,4 %	3,4	/	4,8 %	4,3 %	/	12,5 %	<b>7,5 %</b>
<b>Politique publique, administration</b> (politique sectorielle, élite administrative...)	/	/	3 %	/	3,4 %	24,1 %	4,8 %	/	3,3 %	8,3 %	<b>4,7 %</b>
<b>Échelle intermédiaire</b> (ville, département, région, fédéralisme...)	3,7 %	2,6 %	/	11,1 %	/	/	/	/	/	4,2 %	<b>2,3 %</b>
<b>La discipline*</b> (délimitation, méthodologie)	/	11,4 %	3 %	11,1 %	6,8 %	3,5 %	/	8,7 %	/	8,3 %	<b>5,3 %</b>
<b>Divers</b>	3,8 %	5,7 %	6 %	11,2 %	3,4 %	3,5 %	4,6 %	8,7 %	6,7 %	/	<b>5,3 %</b>
<b>Nombre d'articles</b>	27	35	33	27	30	29	21	23	30	24	<b>279</b> Moyenne annuelle : 28

2 <sup>e</sup> décennie (1961-1970)											
Thèmes	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	Moyenne pondérée décennale
<b>International*</b> (relations et organisations internationales, politique extérieure, Europe...)	18,5 %	/	9,5 %	9,1 %	23,1 %	5 %	20 %	48,4 %	20 %	11,1 %	<b>18,4 %</b>
<b>Forces politiques*</b> (partis, groupes, mouvements, décision...)	11,2 %	23,8 %	9,5 %	18,2 %	7,7 %	20 %	32 %	9,7 %	24 %	22,2 %	<b>17,5 %</b>
<b>Comportements politiques</b> (élections, participation, opinion, culture politique...)	18,5 %	28,5 %	19 %	18,2 %	30,8 %	45 %	8 %	16,1 %	12 %	40,7 %	<b>23,3 %</b>
<b>Institutions</b> (constitution, parlement, règle électorale, démocratie...)	7,4 %	38,1 %	28,6 %	18,2 %	3,8 %	5 %	8 %	9,7 %	20 %	11,1 %	<b>14,3 %</b>
<b>Théorie politique, histoire des idées</b> (pensée politique, idéologie...)	29,6 %	9,6 %	4,8 %	/	15,4 %	/	4 %	3,2 %	12 %	3,7 %	<b>8,6 %</b>
<b>Politique publique, administration</b> (politique sectorielle, élite administrative...)	7,4 %	/	4,8 %	22,7 %	11,6 %	5 %	4 %	/	4 %	/	<b>5,7 %</b>
<b>Échelle intermédiaire</b> (ville, département, région, fédéralisme...)	/	/	4,8 %	4,5 %	/	10 %	4 %	9,7 %	/	7,5 %	<b>4,1 %</b>
<b>La discipline*</b> (délimitation, méthodologie)	7,4 %	/	/	/	3,8 %	/	4 %	/	/	/	<b>1,6 %</b>
<b>Divers</b>	/	/	19 %	9,1 %	3,8 %	10 %	16 %	3,2 %	8 %	3,7 %	<b>6,5 %</b>
<b>Nombre d'articles</b>	27	21	21	22	26	20	25	31	25	27	<b>245</b> Moyenne annuelle : 24

Lecture : seuls sont pris en compte les articles scientifiques publiés à l'exception des textes diffusés dans les rubriques thématiques suivantes (Informations disciplinaires, rubriques dédiées aux forces politiques en France et aux conflits internationaux, États des travaux bibliographiques et autres comptes rendus). Le signe \* indique les thèmes faisant l'objet de développement spécifique dans d'autres rubriques de la revue. Pour faciliter les comparaisons, le découpage thématique utilisé s'inspire largement de celui utilisé par Philippe Gottraux, Pierre-Antoine Schorderet et Bernard Voutat dans l'étude qu'ils ont consacrée à l'*Annuaire suisse de science politique* né en 1961 (P. Gottraux *et al.*, *La science politique...*, *op. cit.*, p. 407-409). Source : dépeuplement de la *RFSP* de 1951 à 1973. À noter : le fait que la revue adopte une nouvelle périodicité en 1964 en passant de 4 à 6 numéros (*RFSP*, 14 [1], janvier 1964, p. 4).

## Annexe 6. Inventaire des rubriques thématiques consacrées aux « forces politiques en France » et aux « conflits internationaux » (1963-1972)

Nées au début des années 1960, ces deux rubriques sont dues à l'initiative respective de G. Lavau avec le soutien des chercheurs du CEVIPOF<sup>1</sup> créé par J. Touchard en 1960 pour la rubrique relative aux « forces politiques en France » (1963-1969) et de J. Meyriat et J.-B. Duroselle, fondateurs du CERI en 1952<sup>2</sup> dont les spécialistes seront fortement mobilisés, pour celle relative aux « conflits internationaux » (1964-1974). La rubrique relative aux « forces politiques en France » (forte de 17 opus) fait l'objet d'une présentation liminaire dans la livraison d'avril 1963 de la revue. G. Lavau assume clairement le choix de consacrer principalement la rubrique à l'actualité des « partis politiques » au détriment d'autres formes politiques moins organisées (groupes d'intérêt, presse politique et d'information, mouvements d'éducation civique, mouvements sociaux...) car « les partis politiques sont, jusqu'ici, les seules forces organisées dont le but, non pas occasionnellement mais en permanence, est d'exercer une action sur (et à travers) les organes politiques, les seules à concentrer leurs efforts sur les élections politiques et la défense de programmes généraux d'action politique » (*RFSP*, 13 [2], avril 1963, p. 426). Usant des critères de durabilité que Joseph La Palombara et Myron Weiner retiendront dans leur ouvrage classique de 1966 (ouvrage chroniqué par J. Charlot en 1970 dans la revue), G. Lavau justifie aussi cette restriction – qui n'est probablement pas sans conséquence sur le retard pris par la science politique française dans l'étude des mouvements sociaux – pour des raisons conjoncturelles liées aux effets du régime de la V<sup>e</sup> République sur les interactions entre les forces politiques. De son côté, la rubrique consacrée aux « conflits internationaux » (forte de 25 opus), « placée sous la responsabilité du CERI » entend « examiner les phénomènes actuels à la lumière des réflexions théoriques et des études concrètes ». Ses fondateurs estimant que « l'étude des conflits internationaux [offre] un angle de vision intéressant et révélateur, en quelque sorte, des reliefs et des ombres » de l'actualité internationale (*RFSP*, 14 [2], mars 1964, p. 294). Cette rubrique est l'objet d'un bilan intermédiaire rédigé par Jean-Baptiste Duroselle en 1969<sup>3</sup>.

1. Les principaux rédacteurs et rédactrices des notes publiées dans cette rubrique sont par ordre décroissant : Gérard Adam (7 notes relatives aux syndicats ouvriers), Jean Charlot (5 notes notamment sur l'UNR), Jean Ranger (5 notes sur le PCF principalement), Roland Cayrol (5 notes notamment sur le PSU), Georges Lavau (4 notes), Jean-Luc Parodi (4 notes), Jeanne Piret (4 notes sur l'évolution de l'opinion publique), Colette Ysmal (4 notes notamment sur la SFIO).

2. Sur la naissance du CERI, voir Sabine Jansen, Marie Scot, « Les relations internationales à Sciences Po : la naissance du CERI et l'essor d'un champ disciplinaire (1945-1968) », *Revue historique*, 691 (3), 2019, p. 669-704.

3. Voir Jean-Baptiste Duroselle, « Les conflits internationaux : bilan d'une rubrique », *RFSP*, 19 (4), août 1969, p. 832-848. Les principaux rédacteurs et rédactrices des notes publiées dans cette rubrique sont par ordre décroissant : Philippe Devillers (6 notes), Jean-Baptiste Duroselle (6 notes), Hélène Carrère d'Encausse (5 notes), Manuela Semideï (4 notes), Jean-Pierre Derriennic (3 notes), Pierre Fistié (3 notes), Françoise de La Serre (3 notes). Dans un courrier du 20 janvier 1967, J. Meyriat propose au « comité de direction » de la revue d'étendre le périmètre de la rubrique au thème des « relations internationales ». Cette extension sera refusée (correspondance versée au Fonds d'archives Jean Touchard, carton 6 SP 73).

Rubrique	1963	1964	1965 <sup>1</sup>	1966	1967
Dossier sur « les forces politiques en France », sous la responsabilité de G. Lavau	13 (2) ; 13 (3) ; 13 (4)	14 (1) ; 14 (3) ; 14 (5)	15 (1) ; 15 (3)	16(1) [« les forces politiques en France au lendemain de l'élection présidentielle »] ; 16 (3) ; 16 (5)	17 (1) ; 17 (3) ; 17 (5)
Dossier sur « les conflits internationaux », sous la responsabilité de J.-B. Duroselle et J. Meyriat		14 (2) ; 14 (4) ; 14 (6)	15 (2) ; 15 (4) ; 15 (6)	16 (2) [« les conflits territoriaux dans le Tiers Monde »] ; 16 (4) [« le conflit israélo-arabe »] ; 16 (6) [le Cachemire]	17 (2) [« les conflits entre États et compagnies privées »] ; 17 (4) [« les minorités ethniques et conflits internationaux »]
Rubrique	1968	1969	1970	1971	1972
Dossier sur « les forces politiques en France », sous la responsabilité de G. Lavau	18 (1) ; 18 (3)	19 (1)			
Dossier sur « les conflits internationaux », sous la responsabilité de J.-B. Duroselle et J. Meyriat	18 (2) [« le problème des enclaves territoriales »] ; 18 (4) [« l'impasse israélienne »]	19 (2) [« le conflit israélo-arabe et l'action des puissances »] ; 19 (4) ; 19 (6) [« grandes puissances et conflits locaux »]	20 (2) [« Vietnam (1945-1970) »] ; 20 (4) [« la lutte contre l'impérialisme économique : de l'exploitation à la coopération »] ; 20 (6) [« Corée (1950-1952) »]	21 (2) [« le rôle des organisations régionales dans les conflits entre leurs membres »] ; 21 (4) [« guerres civiles et conflits internationaux »] ; 21 (6) [« les conflits en Amérique latine : stabilisation ou aggravation »]	22 (2) [« les conflits internationaux nés de la crise monétaire de 1971 »] ; 22 (4) [« jusqu'où va le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »]
Rubrique	1974				
Dossier sur « les conflits internationaux », sous la responsabilité de J. Meyriat	24 (2) [« la fin des conflits armés »]				

Lecture : le volume et le numéro sont précisés avant le titre (le cas échéant) de la rubrique.

Source : dépouillement de la *RFSP* de 1963 à 1974.

1. On notera que la rubrique est remplacée en 1965 par un court dossier thématique consacré aux « élections municipales des 14 et 21 mars 1965 » dans le numéro 5 de l'année.